HISTORIA magazine
9
Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 202 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

# LA GUERRE D'ALGÉRIE



## LEURS DERNIÈRES VACANCES

1955. Malgré l'état d'urgence, les pieds-noirs ne sacrifient pas leurs joies dominicales le long des rivages, ni les dîners en semaine, à Bab-el-Oued.

**HISTORIA magazine**

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*

Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
**Librairie Jules TALLANDIER**
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

**ABONNEMENTS**

**FRANCE :**
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

**BELGIQUE :**
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

**Tarif :**
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

**RELIURES :**
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

**NOTE A NOS ABONNÉS :**
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo Dimka Swetchine




# L'ÉTAT D'URGENCE ET SES CONSÉQUENCES

Yves COURRIÈRE

*DEUXIÈME trimestre de 1955. Le monde bouge. Les Français s'en rendent-ils compte? On se passionne pour BB... La BB 9004, gloire de la S.N.C.F. Elle vient de battre le record mondial à 331 km/heure! Brigitte Bardot, elle, n'est qu'une adolescente pleine d'opulentes promesses qui s'apprête à dévoiler les sortilèges de l'érotisme aux foules du samedi soir.*

*Oui, le monde bouge. En Indochine – où Dien Bien Phu n'est plus qu'un mauvais souvenir que remâchent des capitaines et des commandants de parachutistes qui deviendront colonels en Algérie –, c'est le début des hostilités avec les forces des sectes et celles de l'homme qui monte : Diem. Le gouvernement Edgar Faure semble ferme au Maroc, où le Glaoui se déclare en faveur du sultan Ben Arafa, imposé par les Français, mais il a rouvert le dossier des négociations franco-tunisiennes.*

*En Algérie, c'est déjà l'ère de la grogne. L'Aurès, berceau de la rébellion, voit le terrorisme s'étendre de façon alarmante. Les soldats du général Cherrière, commandant en chef, ne peuvent agir sans le concours des autorités civiles. C'est qu'en Algérie ce n'est pas la guerre. Un fellagha tué? Il faut un rapport de police. Pour calmer la rogne de l'armée, pour « assurer la sécurité de la masse des populations contre les exactions rebelles », le gouvernement Edgar Faure fait adopter par le Parlement la loi sur l'état d'urgence.*

*Les militaires disent : « C'est une parodie d'état de siège. » Les musulmans, de leur côté, sont inquiets. Jacques Soustelle, gouverneur général, tente de les rassurer. Il reçoit secrètement quelques représentants des tendances officielles musulmanes. Secrètement, car si cela se savait, les représentants du gros colonat crieraient à la trahison. Jacques Soustelle est pris entre deux feux.*

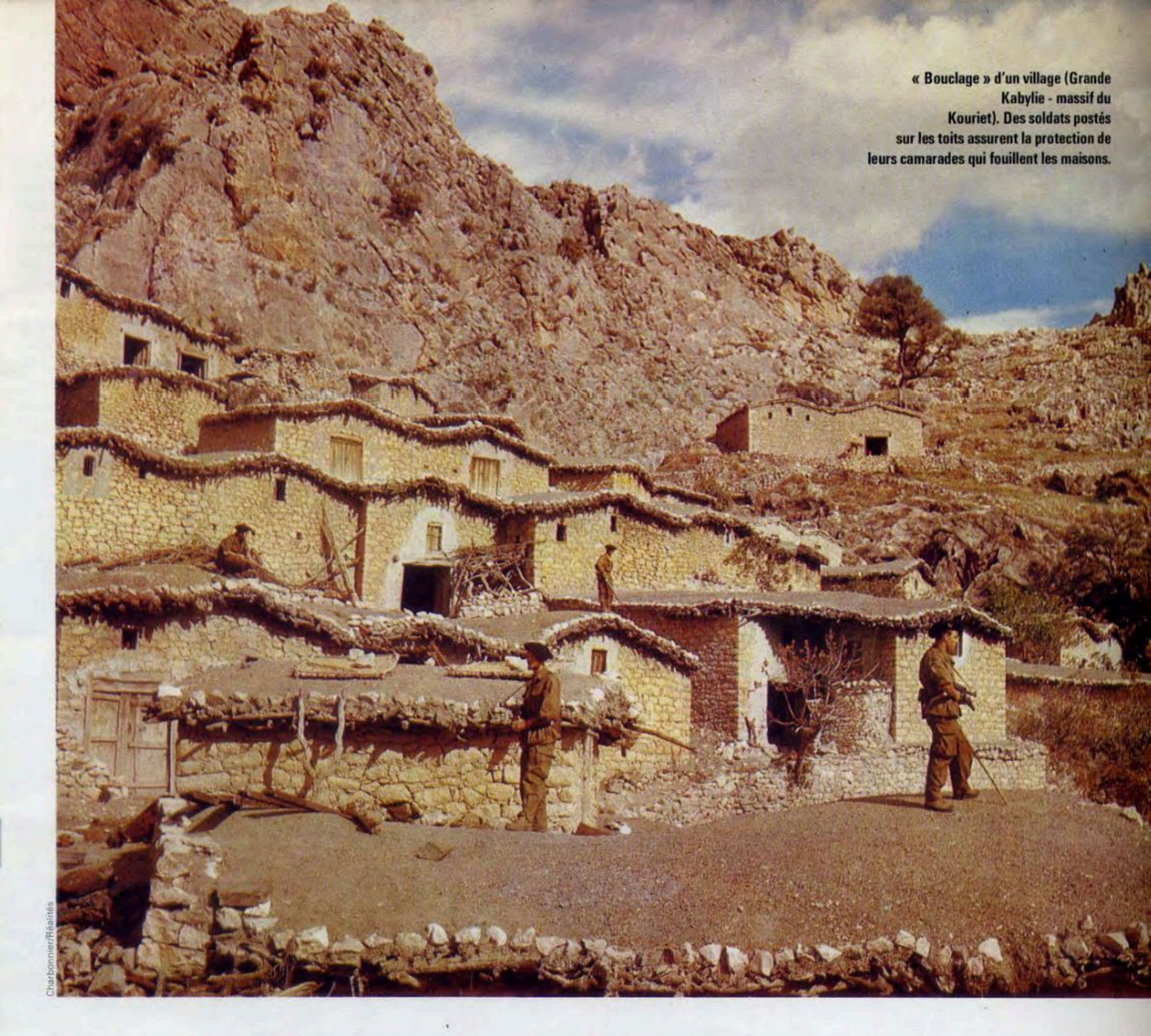
*C'est déjà l'heure des occasions manquées. Ferhat Abbas jette un dernier cri d'alarme. Il met en garde le « régime colonial » et lance pour la première fois le slogan « Algérie algérienne ». Puisque les Français lui opposent toujours une fin de non-recevoir, il va passer dans le camp de la rébellion.*

*Dans l'ombre, Abane Ramdane, qui se révèle comme la tête politique du F.L.N., ne va pas laisser passer cette occasion de rallier le plus prestigieux des leaders modérés musulmans.*

*Les Européens d'Algérie, eux, font confiance à leurs leaders, qui font assaut d'intolérance. C'est le printemps, le ciel est bleu, le soleil d'Algérie est le plus beau du monde. « Et ces fellaghas voudraient nous enlever cela?... »*

Y.C.

# SOMMAIRE N° 202 :



« Bouclage » d'un village (Grande Kabylie - massif du Kouriet). Des soldats postés sur les toits assurent la protection de leurs camarades qui fouillent les maisons.

Charbonnier/Réalités

# ALGÉRIE, AVRIL 1955 : C'EST L'ÉTAT D'URGENCE

Serge BROMBERGER

LORSQUE, le 31 mars 1955, l'Assemblée nationale vote l'état d'urgence par 379 voix contre 219, la rébellion date déjà de cinq mois. La mesure est réclamée depuis longtemps par les services d'Alger et — avec insistance — par Soustelle dès son arrivée au gouvernement général. Il estime : 1) que les grandes opérations militaires telles qu'elles ont été menées dans l'Aurès ont eu un effet très fâcheux sur la population ; 2) qu'il faut renouer avec celle-ci et la remettre en confiance ; 3) que la dissolution du M.T.L.D. et l'arrestation systématique de tous ses membres ont été une erreur qui l'empêche de mener tout jeu politique ; 4) mais qu'en revanche la législation en vigueur est insuffisante pour faire face à une guerre civile. Arrêter des conseillers municipaux à Alger, alors calme, ne répond à rien. En revanche, il estime qu'il faut pouvoir, dans les zones où la violence s'exerce, arrêter ceux qui aident manifestement les rebelles. Par exemple, si l'on trouve des armes cachées dans une meule à proximité d'un gourbi, il n'existe pas de preuve absolue que le fellah soit coupable, mais la loi ▶

d'exception autorise à le mettre dans un camp d'hébergement. Bien entendu, l'application de textes de ce genre entraîne des interprétations extensives. C'est en se fondant sur eux, par exemple, que l'on regroupera la population de certaines régions montagneuses de l'Aurès dans des camps situés en plaine pour que les rebelles se trouvent réduits à leurs propres ressources. Les textes autorisent aussi des perquisitions de jour et de nuit. La loi d'urgence proposée, reprise par Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, trouve donc tout naturellement comme opposants les partis de gauche et les élus musulmans qui, pour lors, se défendent encore de l'accusation de séparatisme, réclamant l'intégration totale, mais aussi que cesse la répression. Cependant, les choses vont évoluer très vite. L'application de la loi est d'abord limitée aux arrondissements de Batna et de Tébessa (Aurès et Nemencha) et à l'arrondissement de Tizi-Ouzou, en Kabylie. Mais, fin avril, elle s'étendra aux régions sahariennes de Biskra et d'El-Oued. Au cours de ce mois d'avril, bien que la situation s'aggrave, Soustelle, qui reste à la recherche d'interlocuteurs, non pour négocier un statut d'indépendance, mais pour réaliser l'intégration qu'il a annoncée devant l'Assemblée algérienne, autorise des élections cantonales dans les trois départements. Il insiste auprès de l'administration pour qu'elles soient correctes. Le F.L.N. en ordonne le boycott et il y a près de 60 % d'abstentions dans le Constantinois. Dans un discours prononcé à Djidjelli, Ferhat Abbas, chef de la formation la plus modérée qui demeure, saute un pas en disant aux électeurs de « voter pour les candidats de l'Algérie algérienne ». Les ulémas, les chefs religieux, prêchent dans les mosquées quelque chose d'analogue. Le tournant est capital. Les communistes, eux, restent dans une position relativement ambiguë. Le parti communiste algérien, encore sous la coupe du P.C. français — il ne tardera pas à être rattaché au P.C. italien —, a eu des contacts avec la wilaya dans l'Aurès. Mais les communistes ne se sont pas encore intégrés au F.L.N. *Alger républicain,* organe officiel du parti, est même boycotté par la rébellion depuis que les députés communistes français ont fait tomber Mendès-France, le 5 février. Le journal, qui ne tardera pas à être interdit, n'en mène pas moins campagne contre la répression. Le 23 avril, l'établissement de la censure au nom de l'état d'urgence ne lui laissera guère d'occasion de défendre la thèse des rebelles. Mais dans les milieux de la gauche intellectuelle française, les positions se prennent dès ce moment. Dans la presse, d'une part, mais aussi chez les avocats. Abane Ramdane, qui fait alors peser sur les élus musulmans la menace constante du terrorisme, s'occupe de la création de diverses organisations verticales par professions. L'une d'elles sera le « collectif des avocats » algériens et membres du barreau de Paris, qui auront pour charge d'assurer la défense des inculpés et, plus généralement, les relations publiques du F.L.N. en France. **S. B.**







Photos cinémathèque Gaumont

◀ Pouvoirs accrus aux militaires pour dépister les suspects de complicité avec les rebelles. Opérations de surveillance et de contrôle des populations, dans les coins où « nomadisent » les bandes rebelles. Tous les moyens seront mis en œuvre. C'est l'engrenage.

Il n'y a pas d'âge pour la ▶ révolte. Pas d'uniforme pour les *mousseblines*. Pas de répit pour le service d'ordre. Le *mousseblíne*, c'est ce vieil homme, qui a pu saluer militairement les soldats français, hier, comme un vrai ancien combattant, et faire le coup de feu, dans la nuit...

◀ La loi d'urgence? Si des armes sont retrouvées sous la meule de paille d'une ferme arabe, le fermier est-il responsable? Pas forcément. Mais, considéré comme suspect, il sera neutralisé et envoyé dans un camp d'internement. Plus de responsabilités collectives.



E.C.A.

## Aurès, Nemencha et Kabylie, seuls atteints par la nouvelle loi

Dans le courant du mois de mars 1955, une brusque recrudescence du terrorisme se manifeste en Algérie, notamment dans la région de l'Aurès : les rails de la voie ferrée Batna-Constantine sont déboulonnés, des poteaux télégraphiques sont sciés en maints endroits ; enfin, un dur accrochage se produit à Bou-Chamana, dans le nord du massif, entre les rebelles et la légion. En métropole, le gouvernement s'inquiète d'une situation qui ne s'améliore pas malgré les mesures de sécurité prises, malgré l'accroissement des effectifs militaires et malgré le bilan des opérations, qui se soldent souvent par un nombre important de fellaghas « au tapis ».

C'est que tout est contradictoire sur le plan du maintien de l'ordre. Dans sa double tâche de pacification et de répression, l'armée a une marge de manœuvre fort étroite, limitée au seul cas de flagrant délit ; quant au reste, l'Algérie étant considérée comme partie intégrante du territoire de la République, les militaires ne peuvent procéder à des arrestations sans le concours des autorités civiles ; ils doivent être alors accompagnés de gendarmes ou d'agents de la force publique.

On conçoit la lenteur et l'inefficacité de semblables procédures, incapables, selon le ministère de l'Intérieur, d'assurer la sécurité de la masse des populations contre les exactions des rebelles. Ce même ministère précise dans un communiqué :

« Il en résulte que cette population courrait de grands risques à ne pas se plier aux exigences des hors-la-loi, deviendrait inévitablement complice et victime et finirait par se détourner de ▶

◀ Les fouilles se multiplient. Les mots n'ont plus le même sens selon qu'on se trouve placé d'un côté de la barricade ou de l'autre. Mesures de sécurité ou atteinte à la dignité de l'homme? Être ou ne pas être complice des rebelles?

## fin avril, Biskra et El-Oued, à leur tour...

nous par peur des représailles. Pour pallier cette insuffisance, il n'existe, dans l'état actuel de nos moyens juridiques, qu'une solution : la proclamation de l'état de siège, qui transfère aux autorités militaires des pouvoirs étendus. Mais cette solution n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients, tant par le caractère de gravité exceptionnelle qu'elle implique que par la désorganisation des structures qu'elle provoque. »

Le gouvernement choisit un moyen terme entre le droit commun et l'état de siège en faisant adopter par le Parlement la loi sur l'état d'urgence. Ce texte est voté le 3 avril par 394 voix contre 212 ; il s'appuie notamment sur l'article 11, relatif à l'organisation de la nation en temps de guerre, et sur l'article 13, qui augmente la compétence des tribunaux militaires et interdit le recours en cassation.

### Levée de boucliers

C'est en vain que les élus musulmans se sont opposés à l'adoption de la loi. Pour le Dr Ben Salem, leader de l'Assemblée algérienne, pour le Dr Ahmed Francis et Ferhat Abbas, les mesures prises sentent le fagot : elles rappellent trop d'anciennes lois d'exception qui, brutalement appliquées, ont entraîné un raidissement de la population alors que l'intention des autorités était de la rassurer. A la tribune de l'Assemblée nationale, Ben Djelloul, député de Constantine, déclare :

« L'état d'urgence risque d'aggraver le malaise, entraînant une recrudescence du banditisme, et risque aussi de nuire à une population paisible qu'on prétend protéger. Dans son immense majorité, la population musulmane est profondément attachée à la France et attendait autre chose de réformes qui devaient s'attaquer au chômage et aux abus. »

Quant à Sid Cara, député d'Oran, il se scandalise qu'après tant d'atermoiements le gouvernement offre, en fait de réformes, l'état d'urgence :

« Le projet, s'écrie-t-il, ne comporte aucune contrepartie économique et sociale. On nous annonce la construction de routes, la recherche de points d'eau. Tout cela n'aura d'effet que dans plusieurs années. D'ailleurs, les crédits font défaut. Croit-on que c'est uniquement avec des mesures d'autorité qu'on ramènera le calme et la sécurité ? Songez à l'impression que le vote du projet produira à l'étranger ! Songez aux sentiments du monde de l'Islam ! Faute d'un plan général à vastes vues, toutes les mesures que vous pourrez prendre seront inopérantes. »

Mais ce qui est ressenti comme outrancier par la communauté musulmane est au contraire considéré comme insuffisant par René Mayer, représentant du gros colonat, qui fait campagne en faveur de l'état de siège.

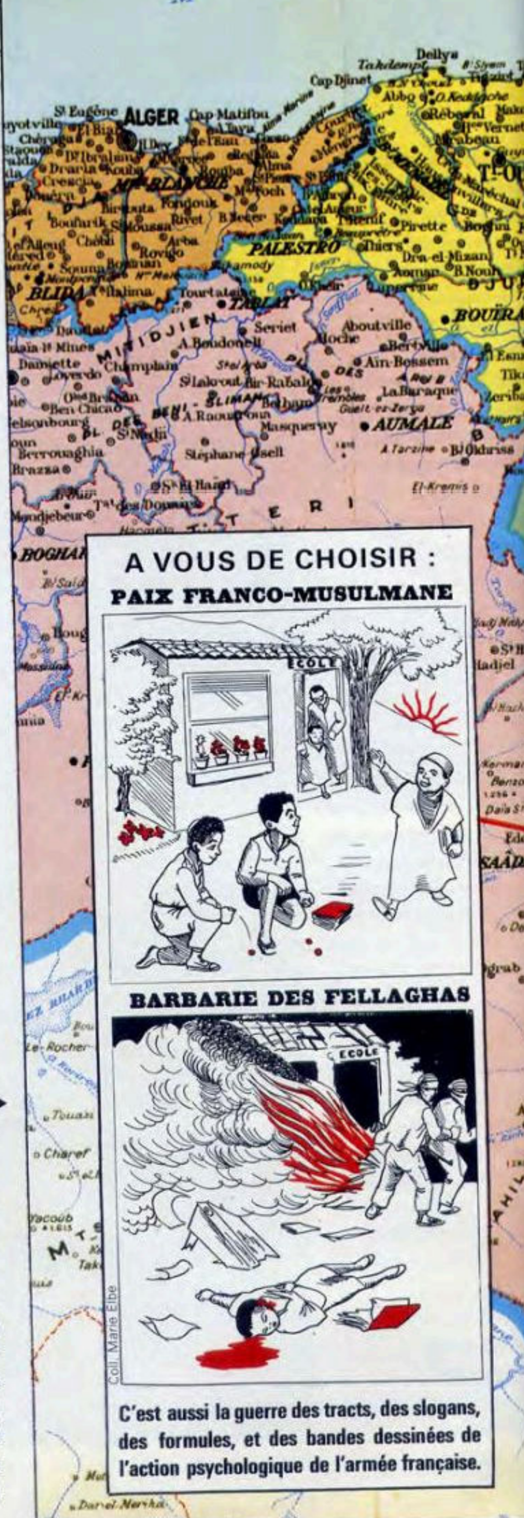
Telle est la situation lorsque Jacques Soustelle décide de recevoir quelques notables musulmans afin de leur exposer le bien-fondé de l'état d'urgence et de calmer du même coup leurs appréhensions. Il y a à peine plus de deux mois, en ce 28 mars, que le nouveau gouver-

E.C.A.

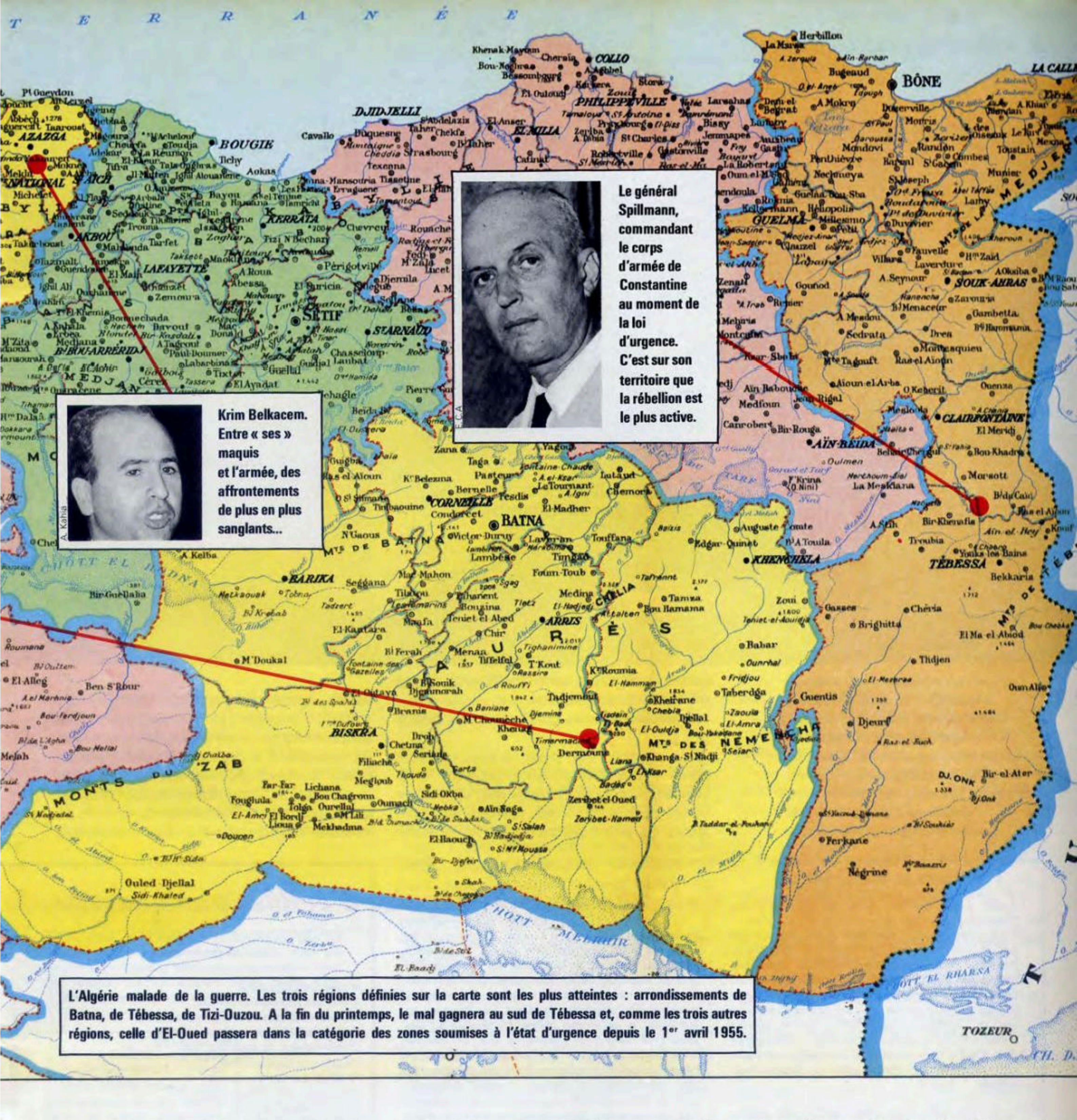


Bientôt, dans la région Aurès-Nemencha, la rébellion amorcera son déclin, traquée par les troupes du corps d'armée de Constantine et de nombreux supplétifs. La Kabylie prendra alors la relève. A leur tour mairies et écoles flamberont, des civils tomberont dans le fief de Krim Belkacem. ▶

◀ Patrouille dans un fond d'oued. Mauvais coin, propice aux embuscades. Les hommes sont en tenue de combat, tenue camouflée, casque hérissé de branchages. La guerre commence à faire partie du paysage. Avec l'état d'urgence, l'armée accroît ses moyens de combattre.




C'est aussi la guerre des tracts, des slogans, des formules, et des bandes dessinées de l'action psychologique de l'armée française.




Le général Spillmann, commandant le corps d'armée de Constantine au moment de la loi d'urgence. C'est sur son territoire que la rébellion est le plus active.

Krim Belkacem. Entre « ses » maquis et l'armée, des affrontements de plus en plus sanglants...

L'Algérie malade de la guerre. Les trois régions définies sur la carte sont les plus atteintes : arrondissements de Batna, de Tébessa, de Tizi-Ouzou. A la fin du printemps, le mal gagnera au sud de Tébessa et, comme les trois autres régions, celle d'El-Oued passera dans la catégorie des zones soumises à l'état d'urgence depuis le 1er avril 1955.

neur général de l'Algérie est en fonctions ; poussé par les membres de son cabinet, le commandant Vincent Monteil, Jacques Juillet et Germaine Tillion, il s'est décidé à agir vite avant que le fossé se creuse encore davantage entre Arabes et Européens.

— Qui pensez-vous m'amener ? avait demandé Soustelle à Monteil.

— Le cheikh Kheireddine, vice-président des ulémas, et Me Ouagouag, un messaliste qui est président du comité de secours aux victimes de la répression. Ceux-là sont des durs. Des hommes avec qui il faut compter. Il pourrait y avoir le Dr Ahmed Francis, le bras droit de Ferhat Abbas. Un centraliste aussi, Hadj Cherchali. Je n'ai pu trouver que lui dans cette tendance. Son « dossier de moralité » n'est pas fameux, on y parle d'escroquerie, de traite des Blanches... Mais il transmettra ce que vous direz. Les autres centralistes, les « bien », sont encore en prison !

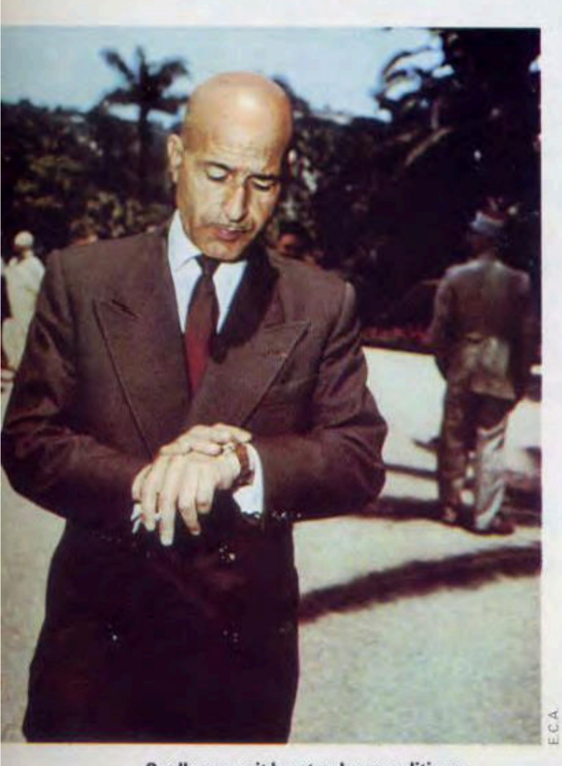
— Bon, amenez-moi vos hommes. Mais discrètement.

La ville d'Alger est, en effet, une poudrière prête à sauter à tout moment et qu'un rien met en effervescence. La suite des événements d'Algérie le prouvera d'ailleurs amplement. Soustelle, à l'époque, n'est guère en odeur de sainteté auprès des Algérois : il a été envoyé par Mendès-France, cet affreux « bradeur » de l'Indochine française, et l'accueil qui lui a été fait, fin janvier, n'a pas été particulièrement chaleureux. Il s'en souvient.

## A 10 heures du soir au palais d'Été

Il est 10 heures du soir. La nuit est totale ; le palais d'Été, dans lequel Soustelle attend ses visiteurs, baigne dans la lourde senteur des jardins d'alentour. Soudain, une 15 CV Citroën se présente ▶

# cauchemar pour l'ensemble des musulmans



E.C.A.

Quelle que soit leur tendance politique, extrémistes ou modérés, et jusqu'aux intégrationnistes, comme le Dr Sid Cara *(notre photo)*, les musulmans, unanimes, rejettent la loi d'urgence, qu'ils considèrent comme une atteinte portée à la dignité de leur race. « Ce projet, s'écrie le Dr Sid Cara, alors député d'Oran, ne comporte aucune contrepartie économique... »

au poste de garde. Les deux factionnaires africains, en chéchia et burnous, rectifient la position, sabre au clair : c'est le commandant Monteil et ses invités. Les pneus crissant sur le gravier, la voiture grimpe en trombe le chemin conduisant à la résidence.

D'entrée de jeu, une fois les présentations faites, le gouverneur général expose à ses quatre interlocuteurs ce qu'est exactement l'état d'urgence, quelles en sont à la fois la portée et les limites ; il conclut en déclarant que seuls les criminels peuvent redouter l'application des nouvelles mesures.

## Nous serons à la merci d'un garde champêtre...

Yves Courrière a rapporté ainsi la suite de l'entretien :

— Monsieur le gouverneur, répond le cheikh Kheireddine, il est urgent de s'entendre. Les Tunisiens, étrangers protégés par la France, sont plus heureux que les Français musulmans d'Algérie. L'état d'urgence sera inefficace, il ne pourra qu'attiser le feu...

L'avenir devait confirmer les prévisions.

Le cheikh, qui parle arabe, emploie pour « état d'urgence » un mot dont la traduction littérale est « état de peur » (*hâlet el khouf*). Voilà un des inconvénients de notre carence dans la scolari-



sation, pense à part lui Monteil, qui traduit, puisque le peuple ignore le terme adéquat et emploie une expression de panique. Le docteur Ahmed Francis, futur membre du Conseil national de la révolution, futur ministre des Affaires économiques et financières du G.P.R.A. et futur négociateur d'Evian, renchérit :

## La femme de l'Aurès, Colomba berbère, acquise d'emblée aux nouveaux

La rébellion de novembre 1954 ne prendra pas de court la femme de l'Aurès, et pour cause. Dans son pays, le hors-la-loi, le bandit d'honneur, représente depuis toujours la silhouette sociale idéale. On lui dédie des poèmes. Il est le héros de ces cours d'amour qui se tiennent en pays chaouïa. Chaouïa, c'est le terme que les Arabes appliquent aux Berbères de l'Aurès, « éleveurs de petit bétail ». Son relent péjoratif fait que les Aurésiens ne l'emploient jamais pour se désigner eux-mêmes.

### L'ancêtre légendaire : une magicienne

Cette femme chaouïa, quel est son horizon? Géographiquement, un monumental château fort, dressé par la nature, entre Batna et l'oasis de Biskra. Avec des donjons qui montent jusqu'à 2 328 mètres, comme le mont Chelia. Les douves? De superbes, impressionnantes vallées en cañons, gorges de Tighanimine, de l'oued El-Abiod, d'El-Kantara. Des chemins de ronde, ces crêtes hérissées, où vont, à flanc de terre, s'accrocher les *dechras*, des villages, des nids d'aigle prévus pour le guet et le retranchement. Dans chacun, une tour commune, la *guelaa*, dominant les maisons, grenier en temps de paix, poste d'observation et refuge en cas d'attaque. Dans ce bastion berbère pratiquement inaccessible, rétif à toute influence extérieure, qui n'a rallié la France qu'en 1850, et non sans tumultes depuis, des mœurs séculaires donnent à la femme un rôle singulièrement important. C'est elle qui préside aux cérémonies où les rites saisonniers et les pratiques mystérieuses alternent, appelant sur l'homme et ses biens la protection divine. Cette aura de sorcellerie lui confère un pouvoir tel que, si l'homme reste en titre le chef de famille, la femme de l'Aurès impose presque toujours sa décision. En elle, sommeille une Kahena, ancêtre légendaire dont le nom signifiait magicienne et qui, quelque huit siècles après Jésus-Christ, souleva les tribus chaouïas contre les Arabes, jusqu'à la conquête totale du Maghreb. L'Aurésienne n'est pas cloîtrée et, de même que la femme kabyle, elle n'est pas voilée. Cela tient au fait qu'elle assume hors de son foyer des travaux virils, cultivant les jardins étagés à flanc de montagne, portant l'eau, à l'antique, dans une cruche d'argile remplie à la source, ployant sous les charges de bois. Grande, le visage et le corps abondamment tatoués, elle s'habille de lourdes robes noires aux broderies éclatantes et se pare de bijoux de corail et d'argent qui ont un sens symbolique. Sa liberté prend des formes insolites. Ainsi, dans son ménage, elle peut user du droit de fuite, quitter son époux, aux beaux jours, pour rejoindre un homme de son choix. Certes, elle sera répudiée, mais le village ne lui jettera pas la pierre pour autant. Elle deviendra une *azryet*, ces amoureuses des

**Les Maquisards**
(chant des femmes de l'Aurès)

*Messaoud Ougzelmat*
*A mis ses chaussures ferrées.*
*Il a ceint ses reins d'une corde de laine,*
*Il est arrivé dans l'enclos des chèvres.*
*O mère chérie, la peur m'a tuée!*
*Il porte une cartouchière*
*Et se voile le bas du visage.*
*Messaoud est un tireur adroit,*
*Une cartouche lui suffit.*
*Messaoud Ougzelmat*
*Est connu d'un versant à l'autre.*
*Où est Begga, où est Deha?*
*Ils ont donné leur vie dans le maquis.*
*Deha est lieutenant, Begga est capitaine.*
*Bouzid est mort dans la honte.*
*Louiza a gardé ses bijoux d'argent.*
*Ali des Aït-Aïcha* [c.-à-d. n'a pas pris le deuil]
*Il porte deux fusils*
*Et tient le maquis*
*Dans la région de Bougie.*
*On a eu beau lui dire : « Viens, rentre, assez! »*
*Le fusil sur l'épaule, le fusil sur l'épaule,*
*Va! mon frère, ne crains rien.*
*O vous, cavaliers qui passez,*
*O vous, cavaliers qui passez,*
*Apportez-vous des nouvelles de mon bel amant*
*Encore dans le maquis?*

M.-E. Boucher

**L'Aurès. Ce mot reviendra comme un leitmotiv pendant tout le premier acte de la rébellion, en 1955-1956. C'est là que naît le drame ; que commence la guerre.**

— Nous serons à la merci de la dénonciation d'un garde champêtre. L'apaisement, monsieur le gouverneur, ne pourra naître que de la libération des détenus non compromis et du retour à la liberté d'expression.

— Les simples adhérents d'un parti politique vont entrer préventivement dans la clandestinité, ajoute Cherchali. Nous craignons surtout les abus des exécutants dont le contrôle risque de vous échapper.

— L'état d'urgence évite l'état de siège, rétorque Jacques Soustelle, et vous savez combien celui-ci aurait été dangereux. Il sera limité à des zones précises. En particulier l'Aurès (1). Il ira de pair avec des réformes et des mesures de détente. Ensuite — vous le savez bien, vous qui êtes ici ce soir — il est nécessaire à la sauvegarde des vies quotidiennement menacées. C'est plutôt un « état de sauvegarde ». Je vous donne ma parole que personne ne sera inquiété ou arrêté pour ses opinions, même si elles sont contraires aux miennes, ou pour son appartenance à un parti politique. Reconnaissez que depuis mon arrivée, il y a quelque chose de changé en Algérie !

— Sans aucun doute, monsieur le gouverneur, et la preuve, c'est que nous sommes ici ce soir.

(1) L'état d'urgence sera appliqué dans l'Aurès et en Grande Kabylie, soit sur un territoire habité par 1 200 000 personnes ; la responsabilité en incombera au préfet de Constantine, assisté du général Parlange, chargé de la sécurité.

## Pourvu que les "bâtards" le laissent travailler !

Puis la conversation se poursuit en évoquant les prochaines élections aux conseils généraux.

— Cette consultation populaire revêt une grande importance, affirme Soustelle. En effet, à cette occasion, les deux collèges vont bénéficier d'une représentation égale. Ainsi, l'évolution démocratique de l'Algérie aura marqué un nouveau progrès [...]. L'état d'urgence, loin de constituer un obstacle à cette consultation électorale, permettra au contraire de faire prévaloir partout, y compris dans les zones que troublent les entreprises du désordre, le respect de la loi.

Les paroles du gouverneur général sont favorablement accueillies. N'a-t-il pas, lors de l'élection partielle de Batna, fait procéder tout à fait régulièrement au remplacement d'un député décédé ? Un climat de confiance est établi. Avant de se séparer, les deux parties conviennent que des contacts seront gardés par l'intermédiaire du commandant Monteil, notamment pour faire part des inquiétudes éventuelles et dénoncer les abus. ▶

**Ahmed Francis *(photo de gauche)*, bras droit de Ferhat Abbas, rencontrera Jacques Soustelle au palais d'Été, à Alger, par l'entremise de Vincent Monteil *(à droite)*.**





Keystone

## ros : les rebelles du F.L.N.

nuits d'été, poursuivant leurs romances dans les vergers qui cernent les maisons. L'hiver venu, elle rentrera chez ses parents et pourra se remarier. En général, avec un vieillard cossu, quitte à l'abandonner, le printemps revenu.

### Ils deviennent ses héros

Cette femme chaouïa vivra la rébellion comme une aventure en soi, dans sa réalité quotidienne, sans se soucier d'idéologie ni d'aboutissement. Par une sorte de transfert, au jour le jour, cette porteuse d'eau, cette charrieuse de bois, aidera les rebelles à acheminer armes et munitions. Les jeux de miroir qu'elle utilisait jusque-là pour capter le soleil et alerter ainsi son amant serviront désormais à prévenir ceux du maquis qu'une patrouille ennemie approche. Cette infatigable coureuse de sentiers assurera les liaisons d'un groupe armé à l'autre. D'emblée, elle est acquise aux hors-la-loi, ils deviennent ses héros, elle chante leurs exploits, cultive leur légende. Que sait-elle de la France ? Rien. Du reste de l'Algérie ? Pas davantage. Pour elle, la guerre qui s'installe se livre contre les hommes en uniforme, qui surgissent dans son paysage familier, et dont on lui dit qu'ils sont l'ennemi. A aucun moment cette guerre-là ne dépassera, pour la femme chaouïa, les limites du village, de la tribu, de la famille.

LA DÉLÉGATION ALGÉRIENNE qui vient de séjourner à Paris EST DE RETOUR

ALGER républicain

LE PARTI D'ADENAUER BATTU AUX ELECTIONS DE BERLIN-OUEST

Accrochage hier en Kabylie PRÈS DE MAKOUDA

où des renforts militaires sont envoyés — Un mort

Un coup de sonnette... et une violente explosion ébranle tout l'immeuble

LA SEMAINE D'ACTION CONTRE LE ...

La Dépêche Quotidienne

La Presse Algérienne

10 pages : La France que vous ne connaissez pas, par Claude BRUNET (page 3) Dépêche Magazine, notre supplément gratuit (p. 9 et 10)

AU CONSEIL DES MINISTRES MESURES contre l'alcoolisme

La nuit dernière, de minuit à 4 heures

Le caïd de M'Chounèche avec 20 goumiers contient l'assaut de 80 fellagha

Les hors-la-loi subissent des pertes sévères tandis que nos partisans ont un tué et un blessé

ACCROCHAGES ENTRE FOUM-TOUB ET ARRIS

Trois rebelles tués ; plusieurs blessés de part et d'autre

L'ÉCHO D'ALGER

LES MANŒUVRES COMMUNISTES AYANT PU EMPÊCHER L'ADOPTION DU PROJET EN COMMISSION

Le débat sur l'état d'urgence s'est engagé favorablement

L'Assemblée s'est nettement opposée à toutes les tentatives d'ajournement

La décision interviendra la nuit prochaine

5 MILLIARDS accordés à l'Algérie

VISITEURS INDÉSIRABLES

CETTE NUIT, SUR L'INITIATIVE DU COMMANDEMENT FRANÇAIS

Une trêve en armes a été observée à Sa...

HISTOIRE DE LA VITESSE SUR R... UN GRAPHIQUE

L'Echo d'Oran

APRÈS AVOIR REJETÉ LES AMENDEMENTS COMMUNISTES

L'Assemblée adopte les premiers articles du projet d'état d'urgence

Le débat s'est poursuivi fort tard dans la nuit

PAS DE CONFÉRENCE A QUATRE AVANT PLUSIEURS MOIS

MAIS LES PRÉPARATIFS SONT EN COURS

**A la « une » de tous les quotidiens d'Algérie, les titres reflètent désormais ce qu'on n'ose pas encore appeler une guerre, qu'on qualifie pudiquement d'« événements ». L'Aurès et la Kabylie tiennent la vedette d'une actualité inquiétante.**

Lorsque Monteil raccompagne les visiteurs jusqu'à la voiture, le cheikh lui dit en arabe, en lui donnant l'accolade :

— C'est un homme de bonne foi, nous espérons en lui. Pourvu seulement que les « bâtards » (1) le laissent travailler !

De fait, l'entrevue du 28 mars aura porté ses fruits. Les élections qui se dérouleront fin avril dans l'Aurès connaîtront une participation populaire importante estimée à 50 % du corps électoral, et ce, malgré le ramadan, le mauvais temps et la menace permanente des bandes de hors-la-loi.

Ainsi, l'état d'urgence, en permettant la décantation entre les « bons » et les « mauvais », pouvait révéler une troisième force qui, entre les deux extrémismes — le colonat et le F.L.N. — devait être capable d'aider le gouvernement et son représentant en Algérie à réussir l'intégration. Sans trop s'illusionner sur la valeur des chiffres, on peut effectivement estimer que le F.L.N. ne représente, à l'époque, qu'un pourcentage infime de la population. Et, dans son immense majorité, celle-ci n'est pas encore contaminée. Donc, des élites potentielles existent incontestablement au sein des masses, même si, jusqu'ici, elles n'ont pas encore trouvé le bon terrain sur lequel lever. Il n'est alors que de susciter leur éveil.

Le commandant Monteil est l'artisan de cette politique. L'officier avait d'ailleurs convaincu Jacques Soustelle qu'il était à tous égards préférable — quelle que fût l'évolution future de l'Algérie — de conférer avec d'honnêtes gens et non avec des assassins comme Ben Boulaïd, ou ce Chihani qui l'avait remplacé dans l'Aurès, ou Krim ou Ouamrane. Monteil l'avait d'ailleurs expliqué à Ben Khedda lors de leur entrevue à la prison de Barberousse :

— La France devra un jour discuter ; elle ne le fera jamais avec des assassins, mais elle peut parler avec vous qui êtes des modérés, des gens de culture française.

« Voilà, c'était cela des modérés, des gens de culture française. Il fallait se les

(1) Pour le cheikh : les pieds-noirs.

## L'état d'urgence et ses limites

*LE 7 avril 1955, l'Assemblée nationale vote une loi sur l'« état d'urgence » en Algérie, valable jusqu'au 25 août. Cette loi n'est en réalité qu'un mauvais démarquage et une atténuation de la loi sur l'état de siège, dont la conséquence essentielle est de confier la responsabilité du maintien de l'ordre à l'autorité militaire et d'instaurer un droit pénal plus sévère.*

*Aux termes de la loi sur l'état d'urgence, la responsabilité du maintien de l'ordre reste à l'autorité civile, qui emploie les forces militaires par réquisition. Dans certaines circonscriptions administratives, fixées par arrêté du gouverneur général, la circulation et le séjour des personnes peuvent être réglementés, le droit de réunion suspendu, la presse contrôlée. Des assignations à résidence peuvent être prononcées par le gouverneur général. Les armes doivent être remises, les perquisitions peuvent se faire de nuit comme de jour. Les coupables peuvent être déférés à la justice militaire. Les peines prévues pour les infractions aux arrêtés vont de huit jours à deux mois de prison, de 5 000 à 200 000 francs d'amende.*

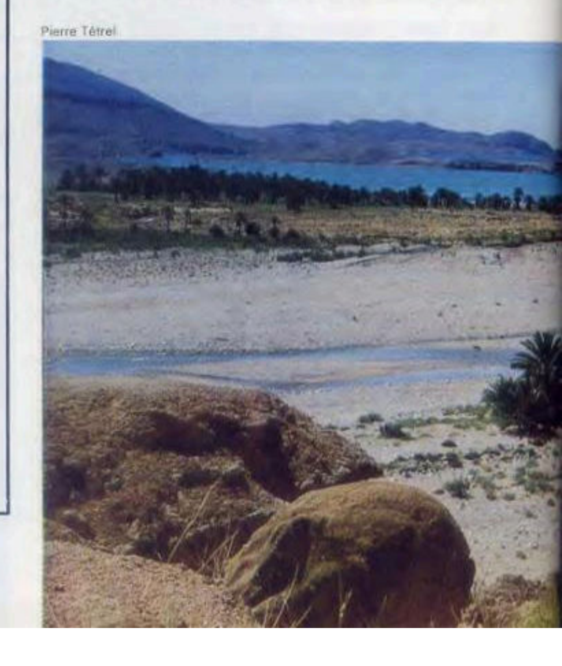
*En réalité, les résultats de l'application de ce texte, en apparence draconien, sont assez décevants. D'abord, l'arrêté du gouverneur général n'applique l'état d'urgence qu'à l'Aurès, ce qui a peu d'influence sur l'ensemble de l'Algérie. Les arrêtés d'application sont très bénins. Mais surtout, la machine judiciaire est sans efficacité : la justice militaire n'est pas saisie dans tous les cas ; et lorsqu'elle l'est, la procédure d'instruction est sensiblement la même que pour la justice civile, les peines prévues sont dérisoires et, surtout, elles ne sont applicables qu'après appel et, en cas de peine de mort, après un recours en grâce auquel il n'est jamais répondu... Pour toutes ces raisons, la loi sur l'état d'urgence, dans sa formule de 1955, n'est qu'un épouvantail pour hommes politiques timorés et n'exerce aucune action sur les révolutionnaires.*

*Bien plus, elle sème le doute dans l'esprit des militaires, qui ont peine à comprendre qu'ils aient à justifier contradictoirement des pertes qu'ils infligent à l'ennemi au combat et que les prisonniers faits les armes à la main fassent l'objet d'instructions prolongées se terminant par deux mois de prison qui les libèrent le jour même en raison de la prison préventive.*

*En réalité, les inhibitions existant dans les milieux politiques de Paris comme dans l'Administration d'Algérie, soucieuse de ne pas tomber dans le piège politique que constituerait une répression sévère, empêchaient que des mesures efficaces pussent être prises. La loi sur l'état d'urgence ne changeait que fort peu de chose à la situation, bien que le danger parût déjà inquiétant.*

**Général BEAUFRE**

Pierre Tétrel



attacher. Les monter en épingle, jouer sincèrement avec eux. L'armée écrasant la rébellion, l'intégration se faisant par paliers et une troisième force musulmane venant rejoindre « aux commandes » les Européens, c'était cela, la chance de l'Algérie... C'était cela, le plan Soustelle. »

### Un climat de crainte

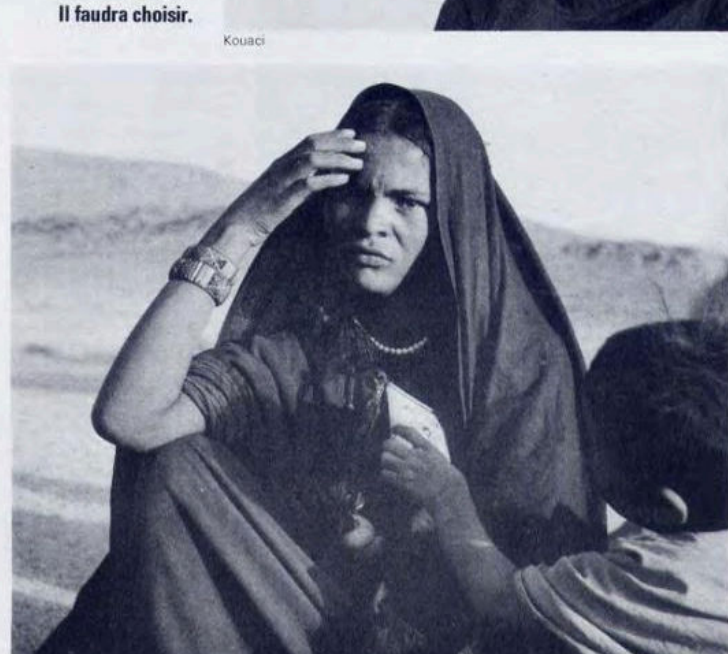
Mais comme cette construction est fragile ! Comme elle est menacée, à peine élaborée ! Elle a pour ennemis irréductibles et le F.L.N. et le gros colonat. Le Front sait qu'en égorgeant des musulmans profrançais il crée un climat de crainte et d'insécurité tel que les gens n'oseront plus à la longue se manifester. Quant aux Européens, ils crient à la démagogie et à l'abandon dès lors que l'on parle de réformes sociales. Les plus réactionnaires, tels Amédée Froger, président de la fédération des maires d'Algérie ; Raymond Laquière, président de l'Assemblée algérienne, ne connaissent d'autre langage que celui de la fermeté, d'autre moyen que la poigne. Il n'est pas jusqu'à l'armée où ne se dessinent deux tendances : il y a ceux qui font de la pacification, tels les officiers des S.A.S., qui administreront jusqu'aux plus humbles douars avec souvent beaucoup d'humanité ; et puis il y a ceux qui font la guerre et pour qui les nuances ne sauraient exister. Un suspect abattu en plus ou en moins, quelle importance ?

Mais cette intégration, pour qu'elle eût une chance de réussite, ne devait-elle pas être d'abord une fusion entre les deux communautés ? Or, depuis cent vingt années de présence française, la greffe n'avait encore jamais pris. H

**Denis BALDENSPERGER**

Demain, peut-être, ▶ il prendra un fusil. 15 ans ? 16 ans ? La guerre, pour lui, deviendra réalité quand les rebelles passeront une nuit dans son village ou quand l'armée bouclera celui-ci un beau matin. Les mêmes scènes, avec des voix, des ordres, des uniformes différents. Mais lui, dans tout ça ? Il faudra choisir.

Kouaci



Kouaci

◀ Cette femme en noir, dont l'homme est au maquis et qui regarde au loin, comme on cherche à lire dans l'avenir. Quel avenir ? Des tracts parlent d'indépendance, de liberté, de dignité. D'autres accusent le banditisme, la cruauté, l'arbitraire. Elle ne sait rien, si ce n'est la terrible solitude des femmes dans la tourmente d'une guerre dont elles ignorent d'où elle vient, comment et pourquoi elle a commencé. L'avenir ? C'est peut-être la mort, par hasard.

Kouaci





Une femme de ▶ l'Aurès. Au bandit d'honneur, héros traditionnel de ses montagnes, succèdent d'autres hommes avec des fusils. Spontanément, elle va les aider.

◀ L'Aurès, immense, farouche, terre de révolte, de traditions, de mystère, de violence. On y compose des poèmes à la gloire des proscrits ; on fabrique des bijoux chargés de symboles. Nul conquérant n'a jamais soumis l'Aurès. Depuis des millénaires les Chaouïas résistent.

# ABANE RAMDANE EXP



*Front de libération nationale.*

*Appel de l'Armée de libération nationale, 1er avril 1955.*

*Peuple algérien,*

*Depuis cinq mois, ton armée de libération nationale combat pour que l'Algérie recouvre sa dignité, sa liberté et sa souveraineté.*

*L'impérialisme français, sentant ses bases ébranlées et pris de panique, a lancé contre nous ses forces policières et militaires. Celles-ci ne reculent devant aucun moyen si barbare et si abject soit-il (exécutions sommaires, viols, lynchages, tortures, etc.). Venues de France et d'ailleurs, des forces militaires formidables, servant une mauvaise cause, espèrent écraser dans l'œuf ceux que les gouvernements français nomment tour à tour des « hors-la-loi », des « bandits », des « rebelles » et enfin des « aventuriers ». Mais, une fois de plus, le colonialisme français s'est trompé car il a compté sans la foi, l'esprit de sacrifice et la farouche volonté des meilleurs de tes fils, qui ont juré de vivre libres ou de mourir (1).*

*En effet, dans presque tous les accrochages, nos groupes composés de 10 à 20 hommes ont tenu en échec et infligé des pertes sérieuses aux unités de l'armée française [...]; l'autorité militaire française minimise sans vergogne ses pertes et exagère les nôtres afin de porter atteinte à ton moral et à ne pas affoler l'élément colon (2). L'autorité militaire française fait tout pour te cacher la vérité. Ainsi, lorsque les nôtres s'embusquent et attaquent une automitrailleuse et que le conducteur, surpris et effrayé, jette son véhicule dans le ravin, la presse coloniale porte cet incident sur le compte du verglas !*

*Peuple algérien ! Après avoir remporté plusieurs succès, tu ne dois pas ignorer que la tâche qui reste est titanesque. C'est pour cela que ton armée de libération nationale t'appelle pour lui venir en aide et lui porter secours par tous les moyens. La réussite dépend de la contribution de tous les Algériens aux côtés des forces combattantes décidées à poursuivre le combat jusqu'au triomphe de la cause algérienne !*

*Nous te mettons en garde contre ceux qui maintiennent la confusion. Nous dénoncerons tous ceux qui ont recours au mensonge et à la calomnie pour dérouter de la véritable voie. Le tribunal de l'A.L.N. sera impitoyable envers les traîtres et les ennemis de la patrie (3).*

*Algériens ! Venez en masse renforcer les rangs du F.L.N. Sortez de votre réserve et de votre silence. Élargissez chaque jour le champ de votre action. Ainsi, vous vous acquitterez envers votre conscience et votre pays d'une lourde dette. Vive le peuple algérien ! Vive l'A.L.N. ! Vive le F.L.N. !*

---

*(1) Quelques mois plus tard, le poète Zakharia écrivit l'hymne algérien* Kassaman *(Nous jurons) dans lequel figure ce vers :* Nous avons juré de mourir pour que vive l'Algérie.

*(2) Plus tard, à l'heure des bilans, le gouvernement français avouera 214 542 morts du côté français, tandis que le F.L.N. fera état d'un million de morts algériens. Mais au fil des années et des discours, les autorités algériennes gonfleront ce chiffre, jusqu'au président Boumediene, qui s'en tient régulièrement à 1 500 000 morts algériens. Le chiffre de un million semble plus proche de la vérité.*

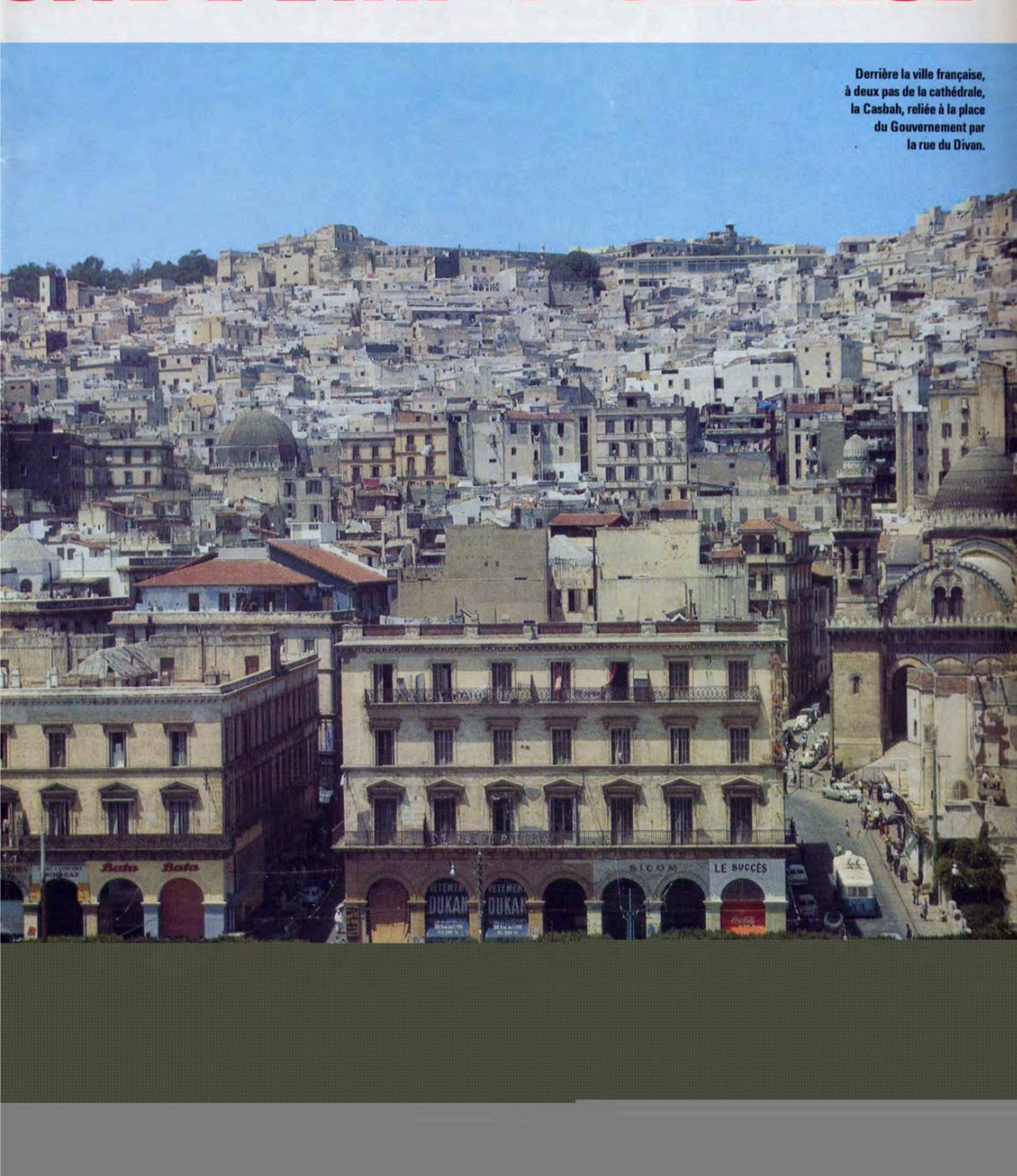
*(3) Allusion au parti communiste algérien, qui, concurremment avec le F.L.N., tentait d'implanter des « maquis rouges » dans l'Orléansvillois, mais surtout au M.N.A. de Messali Hadj, qui avait encore des partisans en Algérie et davantage en France, dans le Nord, la région parisienne, les Ardennes, Lyon et la région Sud-Marseille. Quelque temps plus tard, commença une lutte impitoyable et sanglante entre les frères ennemis du F.L.N. et du M.N.A.*

**◄ Abane Ramdane : « véritable secrétaire politique de la rébellion. Jovial dans ses desseins macabres, il a un mépris stalinien de l'homme, sans en avoir la tristesse. »**



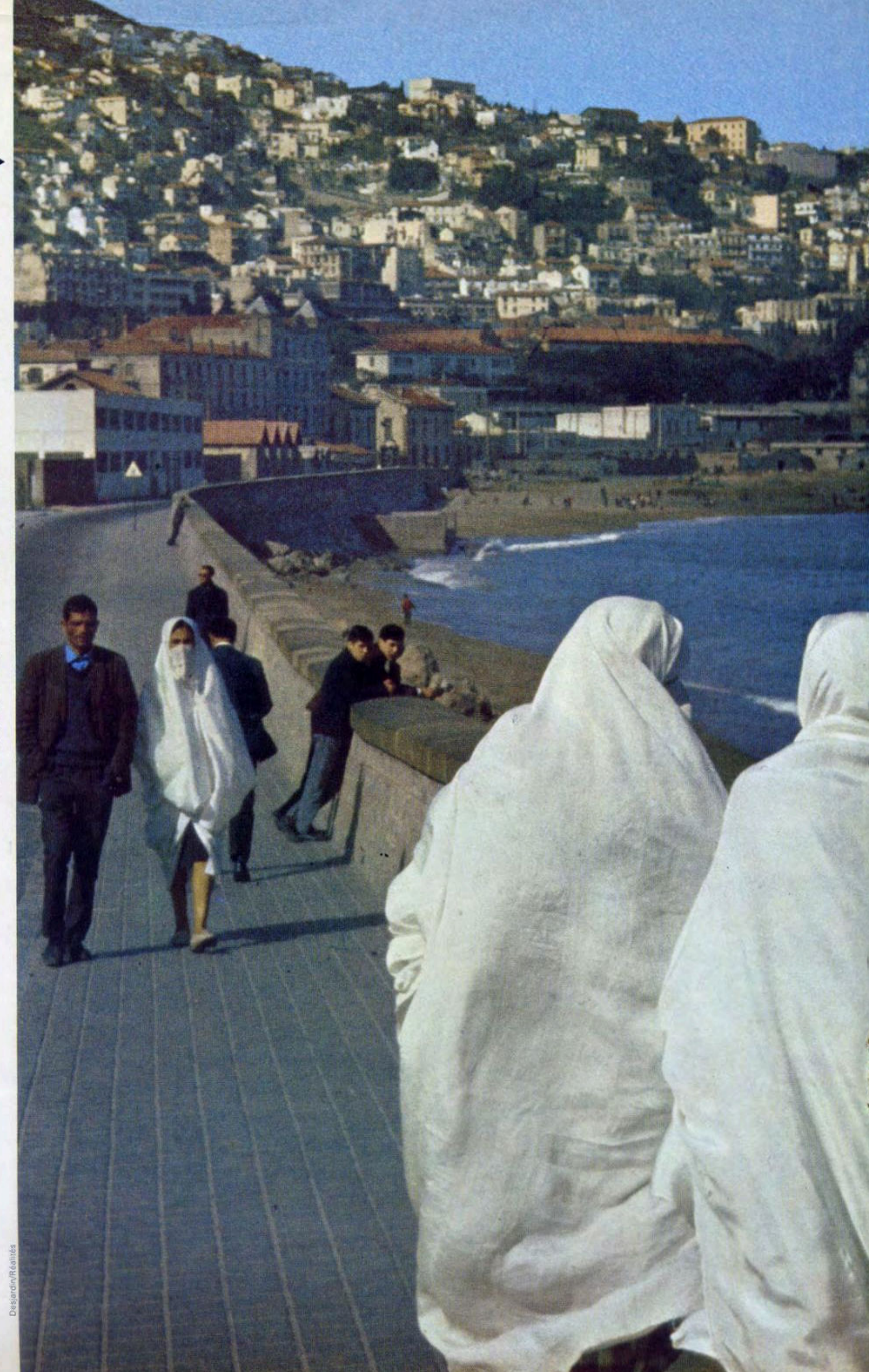
Dimka-Swetchine

# OITE L'ÉTAT D'URGENCE



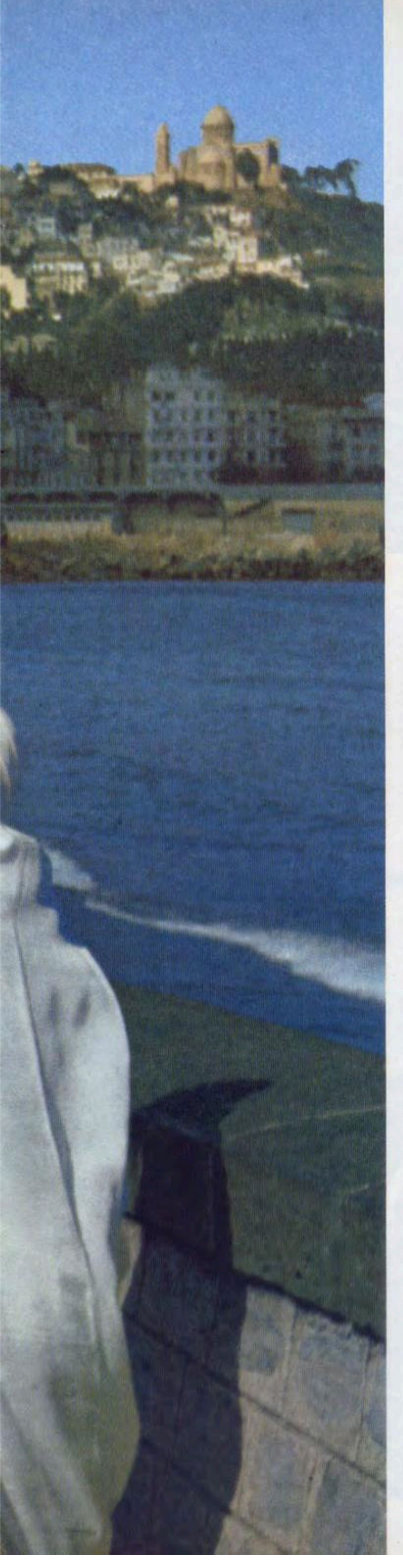

**Derrière la ville française, à deux pas de la cathédrale, la Casbah, reliée à la place du Gouvernement par la rue du Divan.**





Silhouettes ▶ blanches, mouvantes. Dissimulant la femme des chevilles aux yeux, le *haïk*. C'est le nom que les Mauresques donnent à leur voile. Souvent, il servira de bouclier à celles qui transportent des messages ou des armes. Souvent, au passage d'une patrouille, on a pu voir ciller, dans le triangle d'un voile, la prunelle d'un Yacef Saadi ou d'un Krim Belkacem. Jamais les patrouilles n'ont été autorisées à fouiller les Mauresques quand elles avaient un voile. On emploiera la « poêle à frire ».

Desjardin/Réalités



# LES ALLIÉS DE L'ADVERSAIRE

La direction du F.L.N., que la presse appelle encore, au début de 1955, le C.R.U.A., s'entoure d'un état-major politico-militaire qui s'étoffe par le jeu des cooptations décidées au sommet par Krim Belkacem, Ouamrane Omar, Abane Ramdane, *alias* Si Ahmed, et, avant son arrestation le 23 mars, par Rabah Bitat, *alias* Salah. Les responsables qui sont ainsi recrutés ne manquent pas de formation politique. On trouve, parmi eux, le responsable de Blida, Souidani Boudjema, ancien de l'Organisation spéciale du M.T.L.D. ; Lakhdar Rebbah, *alias* Farid ; Arezki Bouzirna, *alias* « le Maquis », *alias* H'Didouche ; l'ancien secrétaire du parti communiste, Amar Ouzegane, et son beau-frère, le commerçant de la rue Bab-Azoun et de la rue de Chartres, Mohamed Lebjaoui ; l'étudiant Rachid Amara, *alias* Mostefa ; l'ancien président du groupe M.T.L.D. à l'Assemblée nationale, le Dr Lamine Debaghine, contacté par Yacef Saadi. C'est cependant Abane Ramdane, dont tout le monde s'accorde à reconnaître la sûreté d'analyse, la promptitude de jugement et la rapidité de décision, qui donne le ton dès qu'il s'agit de prendre des initiatives politiques.

La première est de faire diffuser, sous le titre « Appel de l'Armée de libération nationale », le premier tract du F.L.N. Ce texte rédigé par Abane dans l'appartement de Rachid Amara, boulevard du Telemly, et ronéotypé par Hocine Laski, rencontre un tel écho qu'Abane décide de donner à la propagande une place essentielle.

Il découvre, avant beaucoup d'autres, l'importance des mass media — presse et radio — pour une plus large diffusion dans tous les milieux. C'est lui qui, quelques mois plus tard, incitera Ouamrane à accorder au journaliste parisien Robert Barrat une interview retentissante pour développer les principales thèses de la résistance algérienne.

Cette résistance, explique Abane dès février 1955, doit « comporter un noyau et une périphérie ». Le « noyau », c'est l'organisation hiérarchisée du F.L.N., avec ses cellules politico-administratives ; celles-ci devront être protégées si possible par des groupes de choc armés — par exemple —, dans la Casbah, ceux de Yacef Saadi (jusqu'à son arrestation, en juin) et ceux d'un Algérois originaire de Miliana, évadé de prison en avril, Ali Amar, dit Ali la Pointe, parce qu'il habite Pointe-Pescade, et, à Belcourt et Hussein-Dey, ceux de Debih Cherif, *alias* Si Mourad, de Moktar Bouchafa et de Mostefa Fettal. La « périphérie », ce seront les alliés plus ou moins proches agissant dans le sillage du F.L.N.

## Fiché par toutes les polices

Abane estime qu'il faut ainsi amener toutes les organisations politiques algériennes d'avant novembre 1954 à se reconvertir pour travailler au profit du seul F.L.N. Il déploie, pour atteindre cet objectif, une activité débordante. Il ne cesse pas de circuler dans Alger, non sans risques d'ailleurs, car toutes les polices de la capitale possèdent la fiche qui indique son identité (Abane Ramdane, né ▶

A. Kahia



**Le docteur Lamine Debaghine, fils d'un restaurateur de Cherchell, dans l'Algérois. Abane Ramdane l'enverra au Caire, en 1955, pour coiffer le comité politique créé par Ben Bella en Égypte au début de la rébellion.**

## un profond désaccord entre le F.L.N. et le P.C.A. qui reste "national"



Coll. Léo Palacio

le 10 juin 1920 à Fort-National de M'hamed Ben Ferhat et Fatima Mezadi) et qui porte la mention « très dangereux ».

Ayant vécu à Sétif, fief de Ferhat Abbas, Abane n'a aucune peine à entrer en relation avec le chef de file du « nationalisme modéré », car les deux hommes ont des amis communs. De discrets émissaires sont envoyés au président de l'U.D.MA. et à ses lieutenants. Les tractations aboutiront à une rencontre décisive, le 15 mai, au domicile de Ferhat Abbas, rue du Docteur-Trollard, près du Forum : les leaders de l'U.D.M.A. décideront en effet, ce jour-là, d'adhérer individuellement au F.L.N.

Adhésion uniquement personnelle au « Front » : ce mot d'ordre sera appliqué d'une manière particulièrement stricte quand les postulants seront des communistes. Ainsi en est-il décidé après de longues discussions, car l'évolution du parti communiste algérien pose à la direction du F.L.N. des problèmes délicats. En novembre 1954, le comité central du P.C.A. s'était montré très réservé au sujet du mot d'ordre insurrectionnel lancé par le C.R.U.A. et il avait mis en minorité les responsables de l'Aurès, (Mohamed Guerrouf, l'instituteur Maurice Laban et, plus encore, le bâtonnier Lamrani, ami personnel de Mostefa Ben Boulaïd), qui préconisaient un « engagement positif dans le nouveau mouvement. » Le comité central avait surtout mis l'accent, pour sa part, sur la lutte contre la répression mais, dès le mois de janvier 1955, on peut noter un changement de ligne : on commence à dire,

Pierre Tétrel

1955. Déjà les premières ▶ caravanes de contrebandiers d'armes tentent de franchir les frontières. Une patrouille française vient de surprendre et de capturer l'une d'entre elles à l'est de Figuig.

◀ Un des premiers groupes armés de l'Armée de libération nationale pose dans le maquis pour la photo souvenir. La capture d'un seul d'entre eux permettait l'identification rapide de ses camarades.



Coll. Léo Palacio

dans les milieux communistes, que le parti ne doit pas se contenter de parler de la « violation des droits démocratiques en Algérie », mais qu'il doit aussi souligner le caractère national du combat algérien. Cette attitude favorise les contacts entre la direction du F.L.N. et certains militants communistes, parfois haut placés dans la hiérarchie du parti : Abdelkader Babou, responsable de la région de Blida, ancien membre du comité central ; Brahim Ben Khedda, frère de Ben Youssef ben Khedda ; Abdelhamid Benzine ; Abdelkader Guerroud ; le fonctionnaire des Finances Locussol, qui a fait ses études au collège de Blida avec Abane ; le responsable de Biskra, Bari ; le journaliste d'*Alger républicain*, Maillot, qui suit, pour ce journal, le procès intenté, à Constantine, à cinquante-deux anciens militants du M.T.L.D. ; l'ancien étudiant en médecine Lucien Guerrab, et, enfin, Maurice Laban, qui est déjà passé à la clandestinité et qui, après avoir renvoyé sa famille en France, se cache à Alger chez des républicains espagnols.

## Refus d'un "hara-kiri patriotique"

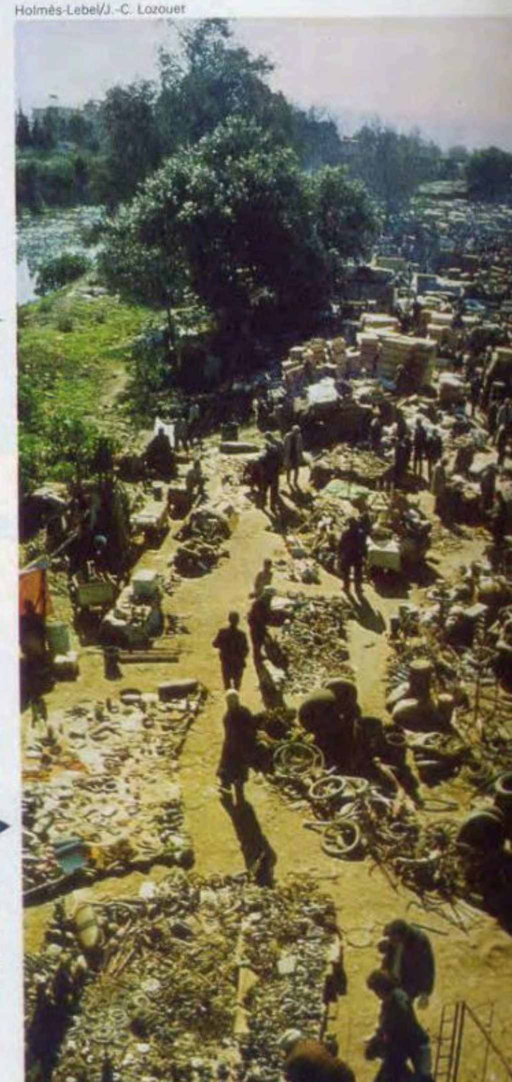
Au cours de plusieurs rencontres, dont une a lieu 2, rue des Tanneurs, au siège de l'hebdomadaire communiste *Liberté* (qui a de plus en plus de difficultés avec la censure), la direction du P.C.A. suggère à celle du F.L.N. l'idée de convoquer un « congrès du nationalisme algérien ». Abane s'insurge violemment contre cette proposition, qu'il qualifie d'« arrogante ». Au cours d'une réunion de la direction du F.L.N., il précise sa pensée en ces termes : « Je crois, contrairement à beaucoup d'entre vous, que nous ne devons pas rejeter les marxistes au nom de l'arabo-islamisme. Pour mener une guerre d'indépendance, l'Islam, pour important qu'il soit, ne suffit pas. Il faut une doctrine politique. Bien qu'il soit athée, le marxisme ne me fait pas peur, parce qu'il apporte à cette doctrine les éléments essentiels. Mais attention ! comme notre peuple baigne dans la religion musulmane, le marxisme doit être à la révolution algérienne ce que le soutien-gorge est à la femme : important, utile, mais le moins visible possible. Ce n'est pas leur marxisme que je reproche aux communistes algériens, c'est leur soumission à la stratégie générale de l'U.R.S.S. et du P.C. français. Nous devons leur faire connaître clairement notre jugement à ce sujet. Aujourd'hui, c'est le F.L.N. qui dirige tout et les communistes vraiment nationaux n'ont qu'une seule option possible : démissionner de l'organisation du P.C.A., tout en gardant leurs convictions marxistes, entrer chez nous et se soumettre à notre discipline. »

La direction du P.C.A. refuse ce « hara-kiri patriotique » qu'on lui demande de faire, mais un certain nombre de ses militants se rallient au F.L.N. sur les bases définies par Abane.

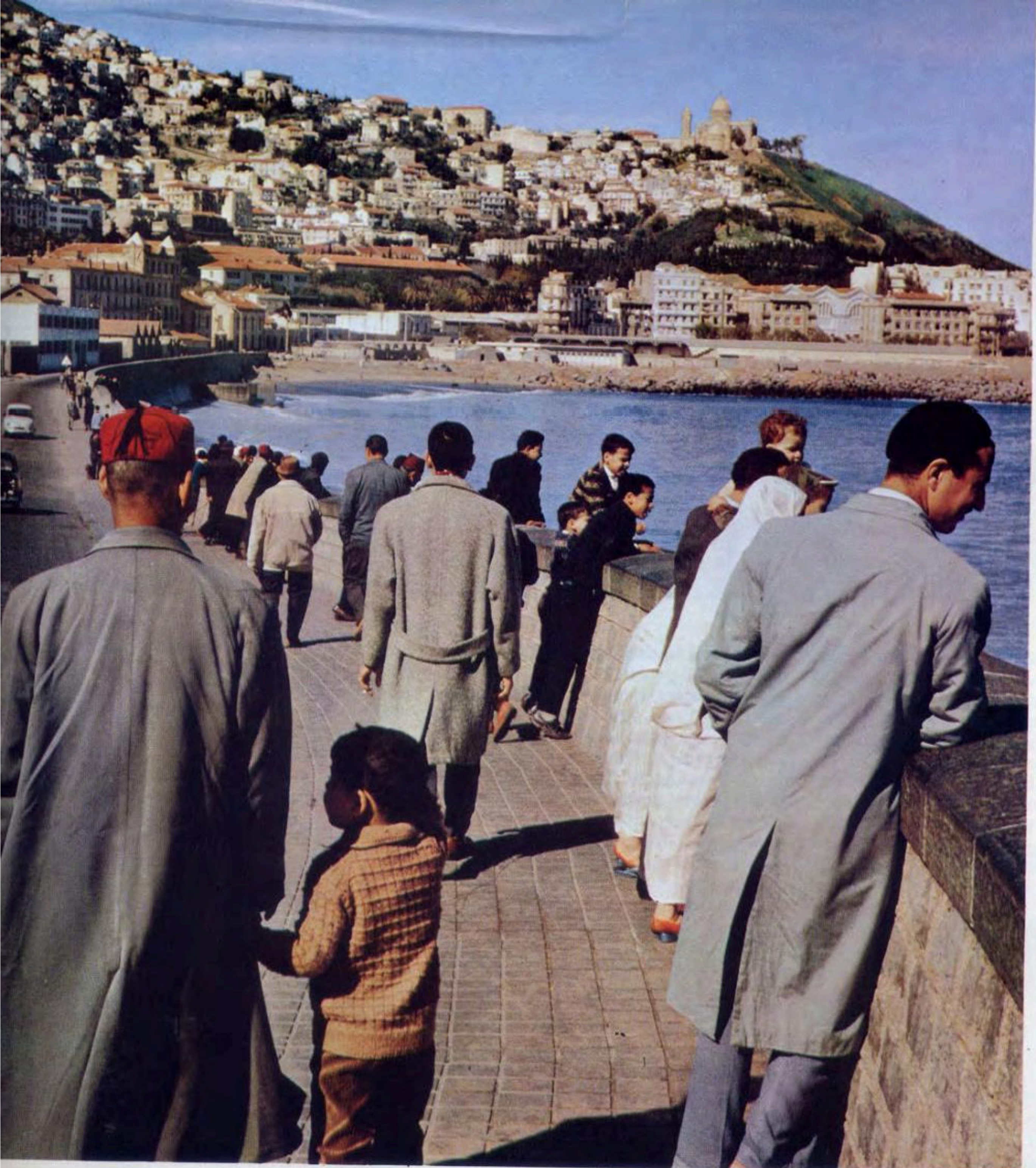
Parallèlement à l'opération « récupération des militants des anciens partis », la direction du F.L.N. lance d'autres offensives en direction des différentes catégories socio-professionnelles de la ▶

◀ La cour intérieure, ouvrant sur le ciel, véritable poumon des maisons arabes de la Casbah. On monte directement sur la terrasse par un escalier intérieur. C'est dans la Casbah que le F.L.N. installera un jour ses équipes de terroristes et ses laboratoires de bombes ; il en fera un bastion pratiquement imprenable jusqu'en 1957.

Holmès-Lebel/J.-C. Lozouet



Le marché de Maison-Carrée, à une quinzaine ▶ de kilomètres d'Alger. Les « Puces ». Les jeunes pieds-noirs venaient y acheter, le dimanche matin, dans les surplus américains, leurs chemises et leurs « blue-jeans ». C'est là aussi que se rencontraient les agents de liaison du F.L.N. ou les indicateurs de police.



Desjardin/Réalités

◄ Longeant la route qui mène aux plages de la Madrague ou de Sidi-Ferruch, à l'est d'Alger, le boulevard Pitolet. En contrebas, sur de minces bandes de sable ou des blocs jetés en désordre dans la mer, les gosses des quartiers populeux de Nelson ou de Bab-el-Oued prennent leurs vacances. En septembre, on ne saura plus distinguer dans tous ces négrillons qui est arabe ou qui est pied-noir. Bien des amitiés sont nées là.

Le fellah du bled : blue-jean, turban et marmaille. C'est l'ouvrier agricole. Certains, profondément attachés aux colons qui les employaient, les ont souvent prévenus des massacres que préparait le F.L.N. Jusqu'à payer de leur vie. Quand un colon leur accordait sa confiance, il était rare qu'ils la trahissent. Dans beaucoup de fermes, quand il fallut se défendre, les colons donnèrent une arme ou des grenades aux ouvriers.

## étudiants et ouvriers rallient le "front"

population algérienne. Elle cherche à attirer dans la dépendance de son organisation, notamment à Alger, les groupes sociaux les plus importants — étudiants, commerçants, ouvriers et syndicalistes — en parlant à chacun le langage le plus susceptible de le toucher.

Rachid Amara effectue un travail considérable auprès des étudiants algériens inscrits à l'université d'Alger et même à certaines universités françaises. Il voit les uns, écrit aux autres. Finalement, la direction du F.L.N. établit des relations assez régulières avec de jeunes intellectuels décidés à s'engager — par exemple Lounès, qui trouvera plus tard la mort au maquis, Mohamed Khemisti, qui appartient à une famille de Marnia très proche de celle de Ben Bella, Messaoud Aït Chellal, Taleb Chaïeb, Hafid Keramane, Tahar Hamdi, Ali Abdellaoui... Des noyaux de sympathisants sont créés dans les facultés des lettres (avec entre autres, Djelloul Baghli et Boualem Oussedik), de droit (avec Mohamed Ben Yahia, qui anime, à la cité d'étudiants de la Robertsau, un actif cercle d'études, Chentouf, Ali Lakhdari, Mohamed Bejaoui, ce dernier étudiant à Grenoble) et de médecine (avec Mouloud Belaouane, Lamine Khene, Belaïd Abdessalam, Abderrahmane Taleb Ibrahimi, animateur, de 1952 à 1954, du journal *le Jeune Musulman,* fils du cheikh Bachir Taleb Ibrahimi, le leader des ulémas, qui, à la même époque, rallie, lui aussi, le F.L.N.).

L'action de Rachid Amara se révèle très vite payante. Le 27 février, l'assemblée générale de la section d'Alger de l'Association des étudiants musulmans nord-africains invite les Algériens inscrits dans les universités françaises à se grouper dans une organisation nouvelle purement algérienne — et clandestinement rattachée au F.L.N. Ce sera l'« Union générale des étudiants musulmans algériens » (U.G.E.M.A.), dont la

R. Bail

création sera décidée, en avril, à Paris, au cours d'une « conférence nationale de Pâques ».

Du côté des boutiquiers et des commerçants, auxquels la direction du F.L.N. demande surtout de l'argent, le travail est difficile. Quelques nationalistes, touchés par Mohamed Lebjaoui — par exemple, Abbas Turqui, Omar Aïchoune, Akli Belloul —, donnent volontiers des sommes parfois considérables, mais les autres se font tirer l'oreille, et la direction du F.L.N. doit employer l'intimidation, voire la menace de mort, pour les faire « cracher au bassinet. »

Le succès est plus grand auprès des travailleurs salariés et surtout des syndiqués, plus conscients politiquement et plus habitués à l'action militante. Ahmed Guermoul, secondé par Djermane et par Amar Ouzegane, noue des contacts fructueux auprès de ses anciens camarades de la C.G.T. Grâce à eux, la direction du F.L.N. peut faire distribuer dans quelques usines un tract qui se termine par ces mots : « Pour le peuple algérien, qui est un peuple de prolétaires, le problème est simple : être ou ne pas être. Nous voulons exister. Un peuple qui se bat est déjà un peuple libre. »

Dans les milieux ouvriers et syndicalistes, la pénétration du F.L.N. est cependant gênée par les efforts parallèles de l'organisation rivale, le « Mouvement national algérien » des messalistes. Au début, les relations entre la direction du F.L.N. et celle du M.N.A. sont celles d'un rapport de force accompagné de certaines tractations. Messali propose « un cartel commun F.L.N.-M.N.A. ». Au nom de la doctrine, désormais immuable, « pas d'adhésions autres qu'individuelles au F.L.N. », cette suggestion est rejetée par Krim Belkacem, Ouamrane, Abane, et aussi par un compagnon de premier plan consulté dans son fief de Marnia, Larbi Ben M'Hidi, *alias* « Zapata », *alias* « El-Hakim », *alias* « le Carburateur » (c'est le dernier surnom familier que lui donnent ses amis).

## Un obscur désir de revanche

L'opposition entre F.L.N. et M.N.A. se transforme alors en hostilité déclarée, et la concurrence pour le recrutement dans les milieux de travailleurs achève de donner au conflit l'allure d'une guerre ouverte. Dans son journal clandestin *la Voix du peuple,* le M.N.A. laisse transparaître son intention de créer, dans le plus bref délai, une organisation syndicale purement algérienne dont il aurait le contrôle. Comme la direction du F.L.N. nourrit un projet semblable, l'affrontement entre les deux fractions issues du M.T.L.D. ne peut être que violent.

Cette ouverture vers tous les milieux ne peut que s'étendre aux Européens. Des discussions serrées ont lieu, à ce sujet, au sein de la direction du F.L.N. Lebjaoui et Ouzegane sont de ceux qui voudraient aller le plus loin dans la « po- ▶

Marc Peschier



**Sur les hauts ▶ plateaux, qui sont l'antichambre du Sahara, les femmes ne se voilent pas. Souvent, elles sont nomades. On les rencontre sur les routes du Sud, marchant de leur grand pas d'homme, les chevilles prises dans de lourds bracelets d'argent.**

# "les européens ? qu'ils viennent au F.L.N. !"

litique de la main tendue ». Pour défendre ce point de vue, ils font valoir, au cours d'un débat approfondi, que si le F.L.N. arrivait à entraîner dans son combat une partie de la minorité européenne, ce succès porterait un coup très dur aux féodaux de la grande colonisation qui, jusque-là, ont toujours fait marcher à leur pas la majorité des pieds-noirs.

« Je ne crois pas beaucoup à une telle perspective, rétorque Abane, mais là n'est pas la question. Il faut poser le problème non pas en termes tactiques, mais au niveau des principes. Nous devons montrer aux pieds-noirs que le face-à-face des deux communautés, c'est déjà le passé, en dépit des apparences, et que l'avenir appartient au peuple algérien, avec toutes ses composantes arabo-berbères et méditerranéennes, avec toutes ses richesses et ses diversités ethniques et culturelles. Nous devons adjurer les Européens de croire à cet avenir, mais leur dire également que s'ils sont aussi attachés à l'Algérie qu'ils le prétendent, ils ne doivent pas tricher : leur devoir est de rejoindre le combat du peuple algérien pour son indépendance. »

Vis-à-vis des pieds-noirs, Abane se montre, en définitive, à la fois plus dur et plus sincère que certains de ses compagnons de lutte. Plus dur, parce qu'il n'offre aux Européens d'autre issue qu'un choix abrupt : pour ou contre le F.L.N. Plus sincère et, d'une certaine manière plus fraternel, parce qu'il se démarque nettement, violemment même, des Algériens qui cachent derrière leurs professions de foi en faveur de la fraternisation des musulmans et des Européens au sein d'une Algérie nouvelle un obscur désir de revanche des premiers sur les seconds. S'adressant à l'inconscient autant qu'au conscient de ceux de ses amis qu'il soupçonne de cette hypocrisie diffuse, il leur lance une apostrophe égalitariste : « Débarrassez-vous de vos complexes d'infériorité et de supériorité vis-à-vis des Européens ! Sachez, en tout cas, que je ne tolérerai jamais que les Européens, si peu nombreux soient-ils, qui, aujourd'hui, gagnent nos rangs et qui, demain, vivront parmi nous, soient infériorisés ou subtilement discriminés. Le pire serait de rétablir chez nous, mais en sens inverse, un « premier collège » et un « deuxième collège. »

Coll. Y. Courrière



Dans cette villa du Telemly, quartier résidentiel d'Alger, et à deux pas de l'Algéria, un des plus beaux immeubles de la ville, Abane Ramdane rédige le premier tract politique du F.L.N., le 1er avril 1955.

## Le ralliement d'Européens

C'est, en tout cas, sur ces bases très claires que la direction du F.L.N. s'adresse aux Européens « ayant déjà donné des gages d'anticolonialisme » et en rallie certains, notamment au sein du groupe qu'André Mandouze, professeur de lettres à l'université d'Alger, a réuni autour de la revue *Consciences maghribines*. Beaucoup sont des chrétiens : Pierre Chaulet, interne des hôpitaux, fils du leader syndicaliste C.F.T.C. Alexandre Chaulet, qui est le premier à rencontrer personnellement Abane, et aussi des militants appartenant aux « Missions de France » de Hussein-Dey, de Bab-el-Oued et de Souk-Ahras. D'autres nouvelles recrues sont des marxistes, tels Emile Chekroun, gendre d'un vieux militant communiste d'Oran, le Dr Larribière, ou comme Charles Geronimi, ancien interne de l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne, à Paris.

Pour le mouvement algérien, dont les maquisards ont un pressant besoin d'assistance médicale, le concours de médecins — non seulement celui de Pierre Chaulet, mais aussi celui du Dr Martini, chirurgien chef de l'hôpital d'Orléansville, et du Dr Masseboeuf, de Ténès, est particulièrement précieux. Leur recrutement permet de dire à Abane : « Notre effort en direction des pieds-noirs est, dans une certaine mesure, récompensé. Certes, nous n'avons pas la quantité — les Européens qui nous ont rejoints ne sont qu'une poignée — mais nous avons la qualité, car ces frères sont d'une trempe exceptionnelle. » H

**Youssef ZERTOUTI**



Pierre Tétrel

# Le discours de Djidjell[i]

*A Djidjelli, au mois de mai, la mer paraît plus bleue, et plus blanc le sable fin des plages. Des milliers de fleurs orange, rouges, violettes mêlent leurs senteurs entêtantes au parfum du liège.*

*Les échos de la guerre sont bien parvenus aux oreilles des doux Djidjelliens, mais on est en fief U.D.M.A., on vénère ici Ferhat Abbas, on approuve sa sagesse. Ici le nationalisme se confond avec le légalisme.*

*Au port, les pêcheurs ramènent juste ce qu'il faut de sardines pour la population. L'après-midi, les magasins n'ouvrent leurs portes qu'après la longue sieste. Au café de « Si Bachir », on prend beaucoup, beaucoup de temps pour boire son thé. Au soir, le garde champêtre parcourt les rues pour annoncer les mariages, les ventes aux enchères. Il est poursuivi par des centaines d'enfants qui jettent de petits cailloux sur son tambour. El-Khouni, le fou, raconte et revit ses facéties de la journée.*

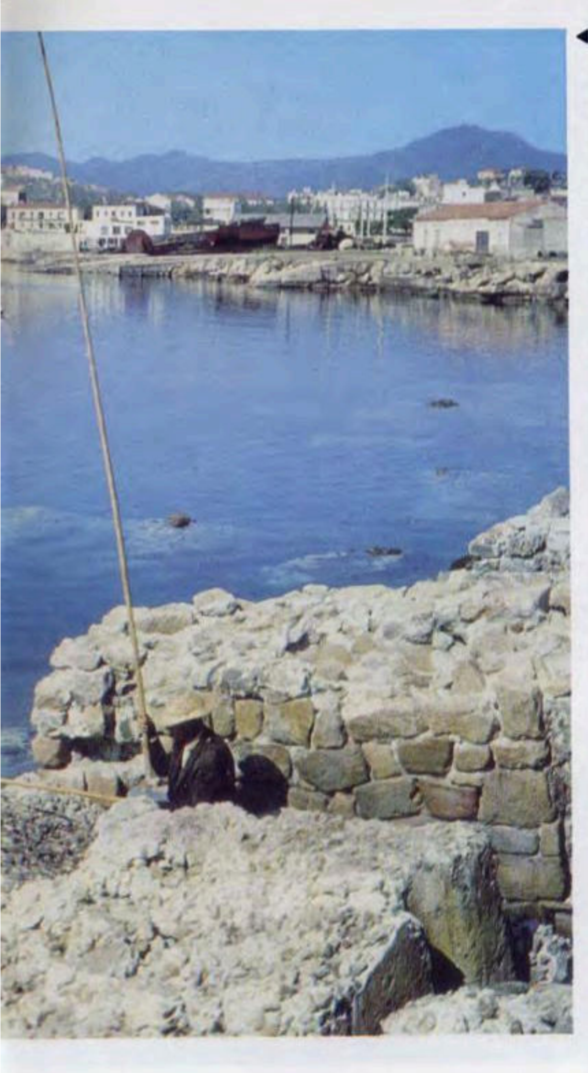
*La vie est douce à Djidjelli, où l'on se sent « à part », différent des autres. On n'est pas arabe, ni chaouïa, ni mozabite, ni targui, ni kabyle. « Petit-Kabyle » plutôt, mais davantage on est djidjellien d'une espèce de « principauté ». Certes, on est nationaliste, mais on se passionne surtout pour les deux équipes de football rivales de la petite cité.*

*On aime bien recevoir « Si Ferhat » et, en l'écoutant parler, on apprécie sa distinction et sa modération.*

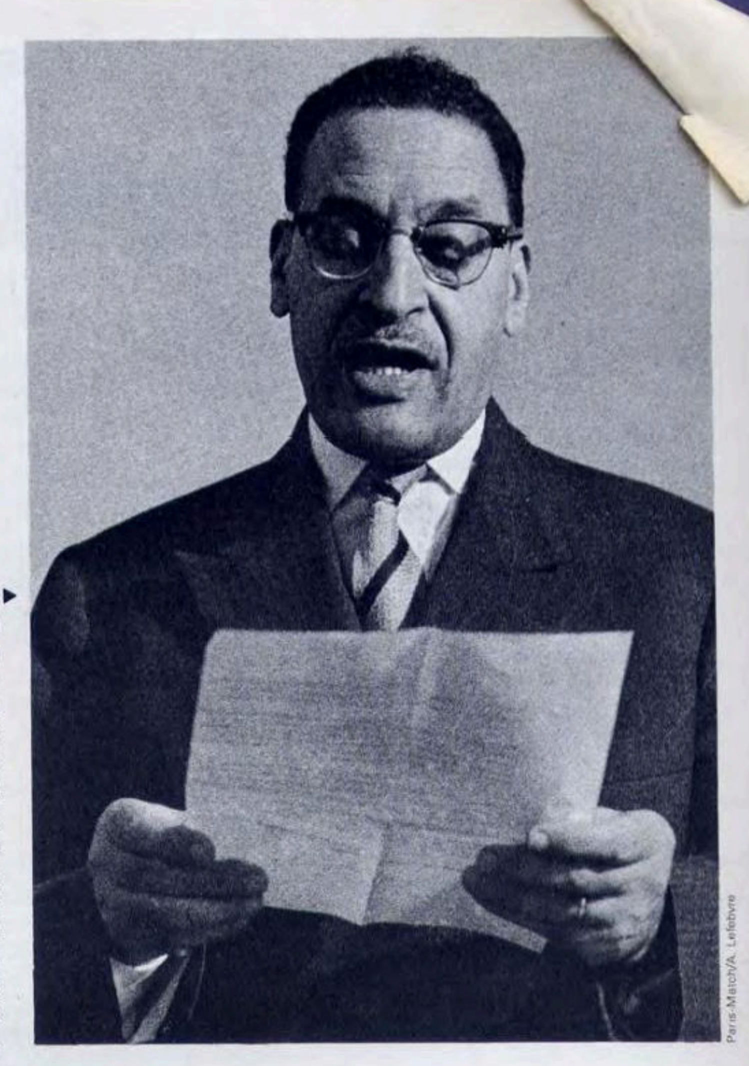
*Pourtant, ce jour de mai 1955, le discours de Ferhat Abbas allait marquer un tournant décisif dans la vie politique de Djidjelli. Il tint des propos extrêmement violents, dignes du F.L.N. auquel il n'appartenait pas, et médusa son auditoire.*

*Que s'était-il passé ? Quelles étaient les raisons de la grande colère du leader modéré ?*

*« Depuis le 1er novembre, commença-t-il, nous connaissons des événements très graves en Algérie. Il y a ceux que le colonialisme*



◄ La ravissante petite ville de Djidjelli, en Petite Kabylie. Cette paisible station balnéaire sera le théâtre de troubles sanglants chaque fois que des émeutes éclateront dans le Constantinois. On y vénère Ferhat Abbas.



Paris-Match/A. Lefebvre

Ferhat Abbas, le ► pharmacien de Sétif, un « Petit Kabyle » de Taher, homme que les erreurs politiques françaises ont poussé à bout, c'est-à-dire à rejoindre le F.L.N., après un fracassant discours à Djidjelli, en mai 1955. Il lança le slogan « Algérie algérienne ».

## : Ferhat Abbas « bascule ». Il lance le slogan : « Algérie algérienne! »

*a appelés des hors-la-loi. Eh bien, depuis 1948, c'est le régime colonial qui a défié la loi, c'est le régime colonial qui a bafoué les droits que la France républicaine a accordés aux Algériens musulmans. Et aujourd'hui on vient nous dire qu'il y a des hors-la-loi? Les hors-la-loi, ce sont les préfets, ce sont les maires, ce sont les administrateurs des communes mixtes! »*

### Même El-Khouni le fou

*Il y a une expression algérienne qu'on pourrait traduire par : « Il n'y va pas avec le dos de la cuiller. » C'est à peu près cela que murmurait la foule, interloquée.*

*Le moins étonné ne fut pas le gouverneur Jacques Soustelle lorsqu'il prit connaissance du discours d'Abbas : « Comment a-t-il pu en arriver là? Lui que j'ai reçu il y a trois mois et qui ne réclamait même pas le collège unique! Il était convaincu que d'ici à dix ans il y aurait une majorité de musulmans dans le premier collège! Il proposait que fût créé un cabinet quasi ministériel au sein du gouvernement général, dont les membres seraient, à égalité, européens et musulmans. »*

*La fin du discours d'Abbas était du même tonneau :*

*« L'U.D.M.A. s'adresse au gouvernement français pour lui dire ceci : Tant que vous continuerez à proclamer que l'Algérie est française, nous répliquerons, quant à nous,* l'Algérie est arabe! *Si le gouvernement français change son affirmation, alors lui et nous commencerons à proclamer la même vérité :* l'Algérie est algérienne! *»*

*Que de chemin parcouru par le pharmacien de Sétif, qui disait en 1936 : « J'ai interrogé l'Histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières, personne ne m'a parlé de patrie algérienne... »*

*Et voilà que, maintenant, il inventait, à Djidjelli, bien avant de Gaulle, la formule : Algérie algérienne!...*

*Dès le 10 mai,* l'Écho d'Alger *publiait une réponse de René Mayer qui accusait Ferhat Abbas et l'U.D.M.A. d'appeler la population musulmane à la dissidence.*

*Abbas répondit dans un télégramme adressé à René Mayer :*

Proteste énergiquement contre accusations gratuites et calomnieuses que vous portez contre moi dans *l'Écho d'Alger* du 10 mai. *Stop.* Le terrorisme n'existe que parce que depuis huit ans les potentats algériens ne connaissent d'autres lois que celles de leurs intérêts égoïstes et de leur appétit. *Stop.* La dignité de notre peuple bafoué et la loi française violée ne pouvaient nous conduire qu'aux événements actuels. Vous avez été l'un de ceux qui ont couvert cette politique comme député, garde des Sceaux et président du Conseil. Votre responsabilité est autrement engagée que la nôtre. *Signé :* Ferhat Abbas.

*Dès lors tout se précipita.*

*Ferhat Abbas fit savoir à Krim Belkacem qu'il désirait prendre contact avec le F.L.N. « au plus tôt ».*

*Rendez-vous fut pris à la fin du mois de mai au domicile algérois d'Abbas, rue du Docteur-Trollard.*

*Les « visiteurs » étaient Ouamrane et un certain Si Ahmed qui n'était autre qu'Abane Ramdane. Avec ce dernier, on fut vite au cœur du problème :*

*– La révolution est déclenchée, elle n'est l'œuvre ni de Messali ni de votre U.D.M.A. Tout cela, c'est dépassé. Votre devoir est de rejoindre le Front.*

*– Messali n'est pas avec vous? s'étonna le pharmacien.*

*– Non!*

*Voilà qui est symptomatique de la confusion qui régnait encore dans le nationalisme algérien : le F.L.N. était constitué depuis sept mois et le chef de l'U.D.M.A. ignorait tout de la crise du M.T.L.D.!...*

*Que Messali ne fût pas « dans le coup » n'était pas pour déplaire à Abbas. Prendre en marche un train dans lequel le zaïm n'était pas, l'excitait assez.*

*– Que puis-je faire?*

*– Dissoudre l'U.D.M.A. officiellement et annoncer que vous gagnez les rangs du Front, dit Abane d'une seule traite.*

*– Mais alors, ce sera la clandestinité?*

*– Oui, naturellement.*

*Le vieil homme se trouvait au carrefour de sa vie politique. Après trente ans de politique légale, trente ans d'espoir en la France, il se rangeait du côté des « terroristes », des « assassins », des « fellouzes », et allait en devenir le président...*

*A Djidjelli, où les échos du fameux discours continuaient à se répercuter, on imita « Si Ferhat ».*

*La ville entière fut acquise au F.L.N. Même el-Khouni, le fou, ne fit plus rire. Il est mort au maquis, un fusil de chasse sans cartouches à la main...*

**Jacques SIMON**

Associated Press



René Mayer, ► adversaire politique de Ferhat Abbas et l'un des plus conservateurs des tenants de l'Algérie française.

# UNE ALGÉRIE AU JOUR LE JOUR...

POUR les pieds-noirs, et à la frange, pour beaucoup de musulmans, le coup de Trafalgar de la Toussaint rouge tomba vite à plat. Il y avait des morts, des dégâts, bien sûr. Mais quoi ! ce n'était pas la première fois que ces choses-là arrivaient. On évoqua Sétif, en 1945 :

— Il a suffi à l'armée de montrer les dents !

Remontant plus loin dans les souvenirs de vêpres algériennes, on évoqua la révolte de Margueritte, en 1901. Déjà, une institutrice avait été tuée :

— Depuis le temps, tout ça est bien fini...

Remontant encore plus loin, on commenta la révolte des Kabyles, en 1871, et les soulèvements saisonniers de l'Aurès, pour finalement conclure :

— Dans ces coins-là, il y a toujours eu des bandits !

## La franc-maçonnerie des piscines

Quant à la Mitidja, il était reconnu que « déjà, les Hadjoutes, au temps de la conquête »... Bref, chacun se retourna, et se rendormit sur ces belles certitudes. A la vérité, en cet automne de 1954, le fait marquant avait été le tremblement de terre d'Orléansville — dont la liste des morts s'arrêta à 800, avec des douars complètement engloutis, comme celui des Beni Rached —, beaucoup plus bouleversant que les pétards, les torches et les rafales lâchées par une « poignée d'excités ». Et puis il y avait la France, si le pire se produisait :

— Elle ne nous laissera pas tomber. On l'a laissée tomber, nous, en 1940 ?

Pour la majorité des gens, la guérilla, dans l'Aurès, avait beaucoup moins d'impact, alors, qu'un meurtre à grand tapage dans le Dauphiné. Etrangement, les pieds-noirs ne connaissaient de l'Algérie que leur ferme, leur village, la cité la plus proche, les villes sahariennes, pour le tourisme de Pâques, et les plages, en été. Quand un Algérois se rendait à Oran ou à Constantine, c'est qu'il y avait de la famille. Bref, il ne regardait ni à droite ni à gauche. Plutôt au nord et au sud. Il fallut des années pour qu'il réalisât la rébellion dans son ensemble, et replaçât ce drame dans son contexte national. Au départ, donc, en 1955, rien ne modifia la vie quotidienne en Algérie. A l'ombre d'une terrible menace, chacun poursuivit son train-train. Un laborieux mais savoureux train-train.

**Le Yacht-Club d'Alger. Comme le R.U.A. (Racing Universitaire Algérois), le Yacht-Club est une piscine en pleine mer, la plus snob d'Alger. Aujourd'hui, Yacef Saadi est président du club.** ▶



**Au « Club des Pins »,** ▶ **cette villa construite dans le style des fortins sahariens appartenait à une des plus vieilles familles d'Alger, les Simian. Elle est très représentative du style « Club des Pins » et s'harmonise remarquablement avec les immenses dunes et les kilomètres de plage de cette station très « fermée », que les dirigeants de l'Algérie annexeront en 1962, pour en faire... une station très « fermée ».**

Coll. particulière



L. Ionesco/Réalités

Les villes étaient actives, les villages gais, les bleds soumis au rythme des travaux, aux récoltes, aux vendanges.

A Alger, dès le mois d'avril, on prenait ses quartiers d'été. Ce qui frappait beaucoup d'étrangers, c'était d'abord une impression de vacances. Cela tenait au rayonnement du ciel, à la splendeur de la mer, à l'explosion des jardins, au rutilement des marchés et au comportement des Algérois. Ils allaient travailler avec leurs affaires de bain dans l'auto et, sortant du bureau ou du chantier, « descendaient à la mer ». En fait, on travaillait à Alger autant qu'ailleurs, mais la journée commençait à 8 heures et s'achevait à 7 heures du soir, avec une interruption-baignade de deux heures, trop courte pour aller à la plage. En semaine, on se baignait au large des môles du port, sur les blocs des jetées, en des points aménagés en piscines, dont chacune avait son caractère, ses « fans » et sa vie propre. Voilà qui créait des franc-maçonneries estivales. On était du Yacht-Club, du Rowing, du R.U.A. ou d'El-Kettani. Expliquons : le Yacht-Club, c'était le fin du fin. Le rendez-vous plutôt snob — noblesse oblige — de ceux qui possédaient un yacht ou, à défaut de yacht, une situation huppée, ▶

L. Ionesco/Réalités

**Une vespa, dans une rue éclaboussée de soleil, ▶ c'était, jusqu'à la fin de l'année 1955, une image classique d'Alger. Dans ces rues-là, bientôt, et jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, le sang coulera. Souvent, les bombes seront glissées dans les sacoches et réglées pour exploser à l'heure voulue.**

◄ Le R.U.A. (Racing Universitaire Algérois), haut lieu des étés algérois. C'était la piscine des étudiants, des sportifs, des pieds-noirs. Certains bateaux énormes qui entraient au port ou en sortaient, glissaient le long des murs bas de la piscine, comme au théâtre. Maints « fanatiques » du R.U.A. y passaient leur mois de vacances.

Charliat



La Madrague. ► Si les habitués du Yacht-Club allaient à la plage au « Club des Pins », ceux du R.U.A. choisissaient la Madrague, où la fête était permanente. On y vendait des brochettes et de la barbe-à-papa ; les filles y étaient splendides. On disait à Alger : « Un dimanche à la Madrague et mourir... »

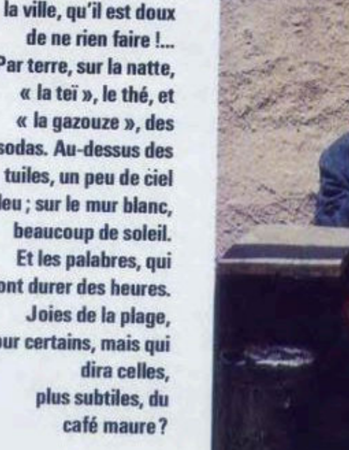
## "la France? elle ne nous laissera pas tomber!"

un sens aigu de son « milieu », de sa « caste », bref, ceux du Yacht-Club ne frayaient pas. Le Rowing était un sous-Yacht-Club. A mi-chemin entre le Yacht-Club et le R.U.A. Le R.U.A. ? Ah ! le R.U.A. ! C'était le royaume d'été de toute la jeunesse. Racing Universitaire Algérois. La beauté des filles était à se pâmer.

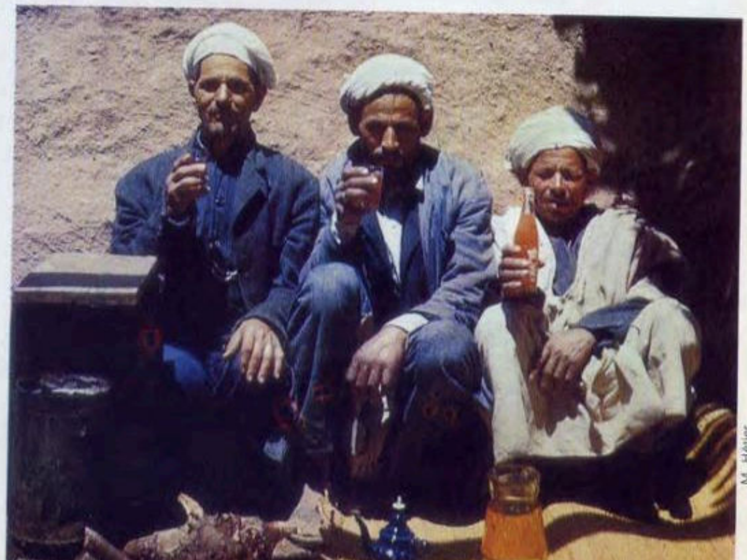
### Ce pied-noir pensait en anglais

A la vérité, les gars ne se pâmaient pas. Ils poussaient leurs avantages dans une joyeuse exubérance, passant du flirt au volley-ball et aux plongeons. Si ceux du Yacht-Club et du Rowing passaient leurs soirées à la terrasse du Saint-George, ou dans les somptueuses villas des hauts de la ville, ceux du R.U.A. envahissaient l'Otomatic ou les bistrots folkloriques de Bal-el-Oued. La faune du R.U.A. ? Des étudiants, des professeurs (mais jeunes), des médecins (mais jeunes), des avocats (mais jeunes), des journalistes... Tout ça se répandait autour d'une piscine d'un bleu éblouissant, dominée par une série de gradins, d'où on suivait les championnats de natation, ou de water-polo quand il y en avait, et où on s'étendait au soleil, les jours sans compétition. Au-delà de la piscine, tout un complexe d'escaliers et de passerelles menait aux blocs. D'énormes blocs en ciment, qui semblaient avoir été jetés là, en désordre, par une main gigantesque. La mer léchait les blocs, avec des fonds de six à sept mètres. Les filles s'y rôtissaient et les garçons plongeaient avec le plus de brutalité possible, afin que l'eau rejaillît sur ces sirènes...

Le R.U.A. était le domaine du rire, des farces, des amours d'été. Citoyens du R.U.A., peuple gorgé de sel et



Loin des rumeurs de ► la ville, qu'il est doux de ne rien faire !... Par terre, sur la natte, « la teï », le thé, et « la gazouze », des sodas. Au-dessus des tuiles, un peu de ciel bleu ; sur le mur blanc, beaucoup de soleil. Et les palabres, qui vont durer des heures. Joies de la plage, pour certains, mais qui dira celles, plus subtiles, du café maure ?



M. Hétier



Dimka-Swetchine

de soleil, affamé de vie et de plaisirs peu compliqués ! Avant de « remonter » en ville, les « ruaïstes » déjeunaient là. Sur une petite terrasse, en plein vent et en plein soleil, où ils prolongeaient le « bronzing » (terme consacré, signifiant bain de soleil), en avalant d'énormes assiettes de spaghetti, de couscous, précédées de la rituelle salade algérienne et largement arrosées de vin rosé. Des personnages dominaient le R.U.A. Faglin, l'entraîneur, intraitable sur les « temps » ; Jean Voilley, Algérois d'adoption, héritier d'une des plus grosses fortunes de Constantine, mais qui avait choisi de vivre à sa guise, délaissant les domaines paternels pour une agrégation d'anglais. Il passait ses étés au R.U.A., dans un vieux short, une chemise achetée aux surplus de la VIIIe armée, les pieds nus et la mèche en bataille. Il jouait au volley-ball avec les mêmes étudiants qui allaient suivre ses cours, deux heures plus tard, à la fac. Ce Voilley-là avait aboli depuis belle lurette le cours magistral et l'ère des mandarins. Etrangement, cet authentique pied-noir pensait en anglais, et si certains de ses camarades du R.U.A. « parlaient arabe comme une mosquée », lui, il pratiquait la langue de Shakespeare « comme l'abbaye de Westminster ».

Suivons le rivage algérois jusqu'à El-Kettani, au seuil de Bab-el-Oued. La piscine des officiers. Superbe, mais un peu guindée. Ces dames refaisaient salon au pied du plongeoir, on réclamait une carte à l'entrée, et les jeunes pieds-noirs, quand ils s'y rendaient sur invitation, s'y sentaient vite dépaysés.

## Fort-de-l'Eau : la Mecque des brochettes

Après venait Nelson. (Nelson, qu'on prononçait comme Nino Ferrer prononce téléfon.) C'était la plage de la famille Hernandez, avec la couleur, le verbe, les paniers pleins de victuailles, les cris terrifiés des mammas, quand leurs gosses nageaient trop loin :

— Norbert, si tu te noies, je te tue !

On allait à Nelson pour rire. Cinéma permanent. Sous un soleil radieux, un drame en épisodes, car les gens de Bab-el-Oued, si merveilleusement portés au rire, avaient l'art de vous monter une tragédie, avec un peu de houle et un baigneur défaillant :

— Y va mourir, je vous dis ! Y va mourir, il est tout bleu !

— Y z'auraient pas pu mettre le drapeau noir ? C'est une honte !

— Regardez comme il a l'air mort ! Sa mère, la pauvre !...

En fait, ce triton n'était pas bleu du tout, et s'il s'était étendu sur la plage, c'était pour reprendre souffle. Quand il se relevait, la joie de la plage était à la mesure de la peur (pas tout à fait vraie) que l'incident venait de provoquer :

— Eh bien, vous savez, j'en ai la chair de poule !

— Prenez un peu de menthe Ricqlès, avec un sucre, ça réchauffe...

Et Padovani ? Cette grande baraque en planches, dominant un ruban de plage, à Bab-el-Oued toujours. Le « Dancing Padovani », c'était le rendez-vous un peu trouble, où l'on dansait « serrés », dans le crépuscule, après un bain très court.

Les plages ! C'était, dès le dimanche matin, le grand exode vers les plages. On y allait en auto, en bus, à Vespa, à vélo, en stop. Comme pour les piscines, chacune avait son style, son standing, sa faune. Le Yacht-Club et le Rowing se transportaient au Club des Pins ou à ▶

L. Ionesco/Réalités

Et le lundi matin, ils remettent leur vieux feutre délavé et leurs pataugas, quel que soit leur nombre d'hectares.



L. Ionesco/Réalités

Les citadins. Au « Novelty Bar », à l'« Express Bar », où l'on vous sert des « five o'clock à toute heure ».



L. Ionesco/Réalités

Ils ont construit les murs et planté les arbres de leur ferme. Ils s'y croient chez eux... comme déjà leur père.

## entre le Middle-West et Romorantin, cols blancs et pataugas!

Moretti, des kilomètres de sable blanc, ourlés de dunes, plantés de pins. On se baignait devant sa propre villa. Le R.U.A. émigrait vers la Madrague. Une foire. Bizarrement, après l'Indochine, la Madrague accueillit un restaurant vietnamien, à l'enseigne de « la Baie d'Along ». Son succès n'eut qu'un temps. Très vite, les riverains retournèrent à leurs brochettes.

Mais le paradis des brochettes c'était Fort-de-l'Eau. A l'ouest d'Alger, un village de pêcheurs mahonnais, qui était à la charcuterie et aux brochettes ce que Montélimar est au nougat. Une Mecque. Les terrasses des bistrots s'alignaient, l'une après l'autre, le long de l'immense rue principale, où le vent de la mer agitait les palmiers. L'odeur des brochettes et des merguez venait au-devant des amateurs dès l'entrée du village. Rituelle, la halte du dimanche soir, en rentrant des plages de l'ouest, Surcouf, Jean-Bart, petites stations ravissantes, parties de villages de pêcheurs, installées dans des criques très déchiquetées, pleines de jardins, d'ombre, et dont la fête, chaque année, drainait tous les estivants du rivage, de la côte est à la côte ouest.

### Ils avaient créé tous les villages

Ces étés-là duraient de la mi-printemps à la mi-automne. Près de six mois. Ils ne variaient pas et, quand le F.L.N. commença d'attaquer les plages, les habitudes de l'été l'emportèrent sur le danger. A aucun moment, les pieds-noirs ne sacrifièrent leurs joies dominicales le long des rivages. Ni les dîners à Bab-el-Oued, en semaine, après leur travail. Vers 19 heures, la jeunesse du centre de la ville se retrouvait à la terrasse des quatre bistrots du quartier des facultés : le « Bar des Facs », l'« Otomatic », le « Coq-Hardi », la « Cafeteria ». C'étaient les points de rencontre. Le point de départ de soirées qui se prolongeaient, un peu comme en Espagne. Le temps béni, quoi !

Et le bled, pendant ce temps ?... En 1955, exception faite pour le Constantinois, la rébellion n'y était qu'un mot. Dans les villages, il n'y eut aucune rupture entre les musulmans et les Européens. Les colons mirent un certain temps à moissonner le fusil à l'épaule.



Coll. particulière

Et les ouvriers mirent un certain temps, eux aussi, à déserter leur travail pour rejoindre les maquis.

Dans le bled, des liens plus étroits entre les deux communautés faisaient que les Européens vivaient au rythme de leurs coutumes et de celles des Arabes, et que les Arabes vivaient au rythme des leurs et de celles des Français. Un village de colons, en Algérie — et tous les villages d'Algérie furent créés par eux, c'est-à-dire qu'ils s'installèrent sur une terre nue, alors qu'en Tunisie ou au Maroc, souvent, ils le firent dans des centres déjà créés par les musulmans —, donc, un village de colons, c'était une place, avec l'église, la mairie, l'école et le marché. Autour, les maisons des premiers arrivants. Autour encore, celles des derniers arrivants : les musulmans, venus peu à peu pour travailler et vivre au contact des colons. Parmi ces musulmans, les commerçants remontés du Mzab, épiciers ou marchands de tissus, et des Kabyles entreprenants, tenant généralement les cafés maures, le commerce des céréales, le bain maure. Une vie remarquablement paisible. En fait, la plupart des colons vivaient hors du village, dans des fermes dispersées à travers la plaine, îlots de murs blancs et d'eucalyptus, elles-mêmes attirant autour de leur enceinte les gens des douars, dans leurs mechtas, qui sont des groupes d'habitations arabes



◀ **Près de la mosquée et non loin de la statue du duc d'Orléans, un petit escalier dévale vers la Pêcherie, en pente douce. C'est le quartier des « gourmets ». On y est accueilli par des effluves de bouillabaisse.**

très rudimentaires, faites de murs de torchis et de toits en *diss*, une herbe longue qui ressemble à l'alfa. Ces gens des mechtas, travaillaient en général chez le colon. Avec le temps, et passé les difficultés matérielles des premières années de colonisation, les colons prospères logeaient leurs ouvriers dans de petites cités proches de leur ferme. Dans certains grands domaines, un dispensaire et une école étaient bâtis pour le personnel.

## Le commerçant vivait son heure faste

Le village vivait du colonat. Banques, commerce, firmes de machines agricoles, organismes stockeurs de céréales, commerces d'alimentation, de meubles, de linge, charrons, plombiers, tiraient leur prospérité de celle des colons. Restaient les fonctionnaires. La vie quotidienne du village finissait par suivre, dans ses espoirs ou ses inquiétudes, celle des fermes. Quand la récolte était mauvaise, chacun en pâtissait ; quand elle était bonne, les colons ne lésinant pas sur les dépenses, toute l'économie du centre reprenait souffle. Dès le mois de mars, le village se tournait vers les champs, surveillant la levée du blé. De mai à juillet, c'était la fièvre des moissons, des expéditions, le roulement continu des camions transportant les récoltes dans les docks-silos des gares, dans les coopératives. C'est à cette époque que le commerce vivait son heure faste. Le colon changeait son auto, réapprovisionnait sa ferme, depuis les armoires à linge, la garde-robe et les buffets à vaisselle et à provisions jusqu'aux réserves de carburants, aux garages de machines.

## Mi-pionniers, mi-provinciaux.

En fait, il « claquait » allégrement les gains d'une année de travail, pour le plaisir de vivre largement. Les vastes horizons donnant de vastes appétits. En cela, le colon pied-noir était infiniment plus proche du fermier du Middle West que de celui de la Beauce. Il concevait mal de passer ses vacances en France sans une voiture neuve, sans avoir retenu ses chambres dans un hôtel d'excellente catégorie et sans avoir choisi un copieux programme de réjouissances. C'était peut-être, c'était sans doute, ce qui donnera du colon pied-noir, une image de marque assez éloignée de la réalité. Le cas était courant de colons moyens s'offrant en métropole un mois de repos de millionnaires, avec des pourboires américains, puis, à leur retour, en septembre, venant frapper à la porte du directeur de la caisse agricole, pour un emprunt sans lequel il leur eût été pratiquement impossible de démarrer les labours. C'est dire à quel point il regardait le ciel, dès février, attendant « la pluie du Seigneur ».

La vie quotidienne d'un village avait ceci d'original qu'on y menait une vie de pionnier et de provincial.

La sortie de la messe, chaque dimanche matin, n'avait rien à envier à Romorantin. Paroissiens compassés, accompa- ▶



Chapellon

**L'Algérie des lampes à pétrole et de la circulation à deux roues. On mène la mariée, la « rossa » (en *haïk* blanc sur la photo), chez son « promis », pour le grand jour, au pas lent de Rossinante. La jeune fille n'a jamais vu le visage de son futur époux.** ▶




M. Desjardin/Réalités

A l'ombre d'un platane, la terrasse du « Bar du Faisan », à Bab-el-Oued. La vie est là simple et colorée. C'est le Bab-el-Oued des jours heureux. On n'y compte pas encore les morts, mais les scores des équipes de foot.

## mauvaise heure pour les "Westminster"!

gnés de ces dames en toilette, le cou tanné pris dans un col éblouissant, le costume strict, le chapeau à la main. L'itinéraire ne variait pas : de l'église à la pâtisserie, pour le dessert dominical, après le gigot. Et, de la pâtisserie, on se rendait, en famille, au café huppé du village.

### C'était la bourse aux nouvelles

Le dimanche après-midi, toujours en procession, on allait au cinéma. Et quand il y avait une fille en âge de tournoyer, toute la famille restait à la « sauterie », dans cette même salle de cinéma où, à la hâte, on dégageait une piste. Invariables dimanches. Invariables lundis, qui rendaient au village des colons en pataugas crottés et en chemises à carreaux largement ouvertes sur la poitrine, un vieux feutre vissé sur la tête. Le nombre d'hectares n'avait rien à voir avec la mise. La silhouette standard du colon d'Algérie ? Les pataugas, de vieilles fringues, des manches retroussées et une liberté d'allure plus cordiale qu'insolente. Avec ça, le verbe haut, le rire prompt, le goût de l'anisette autour d'un comptoir, une fois les affaires courantes expédiées. Là, des palabres qui duraient des heures, auxquels participaient les Arabes du coin, que l'alcool n'a jamais rebutés.

On ne disait pas « le bistrot », mais « le café ». Le café, c'était la bourse aux nouvelles, la foire aux cancans et, avec le temps, le lieu des commentaires politiques à n'en plus finir.

Le temps des anisettes, les femmes attendaient, dans les fermes, l'œil sur le « carillon Westminster ». Le « carillon Westminster », une vraie folie, dans le bled. Ces horloges sonnant anglais, on en trouvait dans toute maison bien installée. C'était même un des premiers signes de la prospérité. Les Arabes nantis s'y étaient mis aussi.

Il semblait, en 1955, que rien ne pût jamais changer. Et que chez les uns et les autres, les « carillons Westminster » continuassent à sonner la même heure. On sait ce qu'il en advint. H

**Marie ELBE**

# CHRONOLOGIE Mai 1955

## FRANCE

*1er : troubles sociaux à Lille et dans le Nord.*
*4-5 : congrès extraordinaire du parti radical. Herriot abandonne la présidence du parti le 7.*
*20 : le gouvernement présente un projet de réforme de l'enseignement.*
*27 : le 2e plan de modernisation et d'équipement est adopté par l'Assemblée nationale.*

## AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

*9 : le Glaoui demande l'application du traité de protectorat au Maroc.*
*14 : mise en liberté provisoire de quatorze membres du M.T.L.D. en Algérie.*
*16 : reprise des négociations franco-tunisiennes.*
*21 : décret autorisant le rappel des militaires résidant en Algérie.*
*26 : l'interfédération des maires d'Algérie demande une politique de fermeté.*
*28 : le comité de libération de l'Afrique du Nord au Caire demande l'intervention des Nations unies en Algérie.*
*29 : signature des conventions franco-tunisiennes sur l'autonomie interne.*

## AFRIQUE NOIRE

*15 : le roi Baudouin en visite au Congo belge.*
*27 : sanglantes émeutes à Douala (Cameroun).*

## AMÉRIQUE

*8 : arrestation de personnalités catholiques en Argentine.*
*20 : le Parlement argentin approuve le projet de séparation de l'Église et de l'État.*

## ASIE

*4 : signature d'un accord commercial sino-japonais.*
*6 : début de l'évacuation de Port-Arthur et de Dairen par les troupes soviétiques.*
*10 : Ngo Dinh Diem forme un nouveau gouvernement au Sud-Vietnam.*
*12 : violents incidents à Singapour.*
*16 : le Nord-Vietnam demande l'ouverture de négociations sur les élections.*
*17 : accord indo-pakistanais pour éviter les incidents de frontière.*
*18 : accord d'aide militaire entre le Cambodge et les États-Unis.*
*28 : G.F. Reinhardt, nouvel ambassadeur des États-Unis à Saigon.*

## EUROPE

*5 : rétablissement de la souveraineté allemande.*
*6 : dissolution du Parlement britannique.*
*7 : constitution du conseil de l'Union de l'Europe occidentale.*
*7 : l'U.R.S.S. dénonce les traités d'amitié anglo et franco-soviétiques.*
*8 : l'Allemagne fédérale entre à l'O.T.A.N.*
*10 : les Trois Grands occidentaux proposent une conférence à quatre à l'U.R.S.S., qui propose simultanément une réduction des armements.*
*14 : signature du pacte de Varsovie et désignation du maréchal Koniev comme commandant militaire des forces communistes.*
*15 : signature à Vienne du traité d'État autrichien.*
*23 : accord économique italo-américain.*
*24 : manifestations pour l'union avec la Grèce à Chypre.*
*26 : Boulganine, Khrouchtchev et Mikoyan en visite de « réconciliation » à Belgrade.*
*26 : succès des conservateurs aux élections générales en Grande-Bretagne.*
*27 : premier vol de l'avion « Caravelle ».*

## LA SEMAINE PROCHAINE




**SOUSTELLE: UNE NOUVELLE POLITIQUE**

### Sommaire n° 203 :

**• Tragédie à Guentis**

Dès avril 1955, chaque semaine est désormais marquée de drames sanglants. Le gouverneur Soustelle tente de réaliser ses projets de réformes, mais décide de rétablir, dans le même temps, l'ordre sur l'ensemble du territoire avec tous les moyens dont il dispose.

**• Combat social**

Germaine Tillion parcourt l'Aurès, base des maquis rebelles, et multiplie ses interventions pour éviter la « clochardisation » des douars. Elle s'élève contre les opérations militaires provoquées par les assassinats et, avec Monteil, abandonne Soustelle.

**• Le F.L.N. organise la région IV**

Au cours des six premiers mois du soulèvement, les rebelles algériens ont subi de lourds revers ; les pertes relativement élevées ont entraîné une sérieuse baisse du moral. C'est alors que Ouamrane organise l'Algérois après avoir récupéré Azzedine poursuivi par les forces de l'ordre après un hold-up manqué.

**• Grandes familles musulmanes**

Plus nombreuses qu'on ne le croit, elles vont longtemps demeurer dans l'expectative. Nombre de leurs enfants rejoindront la rébellion. Ils en seront souvent les cadres.

**• Les spahis**

Yousouf, enlevé par les corsaires, les avait, en fait, créés. Ils ont combattu depuis 1830 sur tous les théâtres d'opérations. Fidèles à la France, leurs régiments seront dissous en 1962.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1971. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 1986.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 202 - 17 novembre 1971.

L'examen des projets se poursuivant en commission dans des conditions déplorables

# L'ÉCHO D'ALGER

Mercredi 30 Mars 1955
15 FRANCS
Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — Trois éditions quotidiennes

OPPOSANT LES BINH XUYEN A L'ARMÉE NATIONALE

## Des troubles graves ont éclaté cette nuit à Saïgon

### La résidence du président Diem a été bombardée au mortier lourd

A Cholon où la fusillade faisait rage blindés et parachutistes réguliers et commandos des sectes sont aux prises

**Premier bilan, une centaine de morts ou blessés**

SAIGON. — A minuit précise (heure locale), le palais de l'Indépendance, résidence du président Diem, a été bombardé à coups de mortiers lourds. La fusillade fait rage à Cholon et dans les quartiers périphériques de Saïgon. Des rafales de mitrailleuses, des grenades, des fusées et des balles traçantes se succèdent dans la nuit.

Bataille pour la possession de la Préfecture de police

★ Suite page 3

## LA DISCUSSION SUR L'ÉTAT D'URGENCE S'OUVRIRA SANS RAPPORT

### M. Bourgès-Maunoury reste très optimiste et à juste raison, sur l'issue de la " bataille "

**M. René Mayer a exhorté les radicaux à voter " pour "**

(De notre rédacteur parlementaire Jean ROMEIS)

Des dispositions spéciales indispensables en Algérie

M. Léonard avait préconisé des mesures équivalentes

CETTE NUIT, UN COMPROMIS ÉTANT ESPÉRÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES GROUPES

## Les pouvoirs spéciaux devaient être votés

M. PFLIMLIN AVAIT EXPOSÉ LES PRINCIPES DE L'ACTION « FISCALE » DU MINISTÈRE

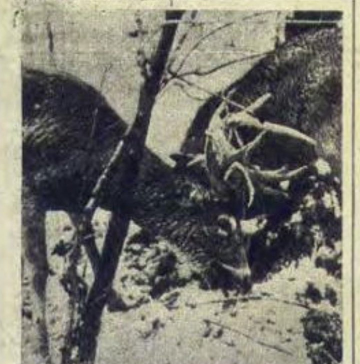
★ Suite page 3

EN DÉPIT DE L'OBSTRUCTION SYSTÉMATIQUE

## La Commission de l'intérieur adopte à de fortes majorités trois nouveaux articles

Mais elle n'en est qu'à la moitié de sa tâche

C'est le Printemps...



Le Conseil des ministres se réunit ce matin

Le traité autrichien

### Le chancelier Julius RAAB se rendra à Moscou le 11 avril

Utilisant l'énergie de la pile G1

### L'E.D.F. construit une petite centrale atomique

DERNIÈRE MINUTE :

### Tremblement de terre à Tablat

LE PLUS ÉPROUVÉ des « NAUFRAGÉS » a perdu sept kilos

DERNIÈRE MINUTE :

### Les victimes se compteraient par centaines

★ Suite page 3

En raison du temps nécessaire à sa préparation

## Une conférence à quatre ne pourra avoir lieu avant plusieurs mois

estime **M. Foster Dulles**

Pas de conférence avant plusieurs mois

LE NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

REFLETS DU JOUR

## BRUITS DE BOTTES

Jean LE BOUCHER

On lira demain la fin de **WEYGAND répond à DE GAULLE** avec un autographe du général WEYGAND destiné aux lecteurs de l'« ÉCHO D'ALGER »

## Faits divers en quelques lignes

EN TURQUIE

### Sept morts et 30 blessés dans un accident de la route

Prochains essais de radeaux pneumatiques au large du Havre

## ÉLOGE DE LA PRÉVOYANCE

par DANIEL-ROPS, de l'Académie française

★ Suite page 3



*A la veille du vote de l'état d'urgence par l'Assemblée nationale, des troubles éclatent à Saïgon. Les forces du Corps expéditionnaire français qui poursuivent leurs opérations d'évacuation en Indochine n'interviendront pas. Dans le même temps, les troupes de l'armée nationale de libération trouveront asile en Tunisie qui a obtenu son autonomie et au Maroc où l'agitation s'amplifie.*